

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le troisième anniversaire de la République des Soviets (*Varine*). — La Troisième Internationale Communiste (*N. Lénine*). — Héros et martyrs du communisme : John Reed (*Varine*). — Loyauté des reconstruc-teurs. — Qu'est-ce que l'Impérialisme ? (*G. Zinoviev*).

Les Universités ouvrières et paysannes en Russie Soviétiste : L'Université communiste J. M. Sverdlov, à Moscou (*V. Nesky*) ; l'Université ouvrière Zinoviev, à Petrograd (*S. Ravitch*). — Aux prolétaires de tous les pays (*G. Zinoviev*). — Chronique internationale : Belgique.

Le Troisième Anniversaire de la République des Soviets

Le troisième anniversaire de la République des Soviets est l'anniversaire de la première victoire de la Révolution mondiale : voilà ce que ne comprennent pas les socialistes petits-bourgeois, qui s'obstinent à faire une distinction entre la Révolution « russe » et le mouvement prolétarien révolutionnaire mondial. Ces incurables nigauds divisent le monde en compartiments, à l'intérieur desquels ils entendent voir les prolétariats s'émanciper en pleine autonomie, comme si des cloisons étanches les séparaient. Ils ne veulent pas reconnaître qu'il n'y a qu'un prolétariat, comme il n'y a qu'un capitalisme, et que le soulèvement des prolétaires sera universel ou sera défait.

La bourgeoisie se rend parfaitement compte du caractère international de la lutte des classes et prodigue à la réaction russe les secours en hommes, en matériel de guerre, en argent. Elle sait que les mercenaires qui combattent en Crimée et en Russie blanche, comme ceux qui ont combattu dans l'Oural, sur la Volga, en Sibérie, au Kouban, au Caucase, en Ukraine, en Pologne, en Lithuanie, en Lettonie, en Esthonie, protègent les capitaux et la propriété des privilégiés du monde entier. Elle sait que le prolétariat russe ne brise pas seulement la puissance de l'oligarchie dominante des seigneurs de la terre et de l'industrie russes,

mais menace, en tant qu'avant-garde du prolétariat mondial, la suprématie bourgeoise cosmopolite.

Quand les travailleurs d'Europe et d'Amérique auront compris l'interdépendance de leurs intérêts, opposés à ceux de leurs exploités de tous les pays, la révolution sociale s'accomplira. C'est la tâche des partis communistes de travailler à donner aux masses laborieuses la conscience de leur intérêt de classe. C'est le rôle de l'Internationale Communiste de les guider dans leur lutte commune et de les conduire à la victoire. La Révolution russe est inséparable de l'Internationale Communiste comme l'avant-garde est inséparable de l'armée.

Si la Révolution russe, après trois années de souffrances stoïquement endurées, de lutte intrépide, du travail surhumain de l'élite de ses prolétaires, n'a pas définitivement triomphé des obstacles que la nature et les hommes ont dressés sur son chemin, c'est que le concours de ses alliés naturels — les opprimés de toute la terre — lui a fait défaut. L'Internationale Communiste a pour mission d'organiser la levée en masse des alliés de la Révolution et de diriger intelligemment leurs efforts concertés qui assureront, en même temps que

le salut des travailleurs de Russie, l'affranchissement des travailleurs de tous les pays.

Les dirigeants des Etats capitalistes cesseront d'assaillir et de harceler les audacieux qui osèrent, les premiers, abolir le pouvoir de leurs maîtres, le jour où la lutte de classes, dans leur propre pays, exigera qu'ils consacrent leurs forces à la protection de leur omnipotence directement menacée. L'exemple de l'Italie d'aujourd'hui illustre cette vérité. Chaque avantage obtenu par la classe ouvrière des deux continents dans la lutte des classes délivre la République des Soviets de quelques ennemis.

Le peuple russe a consenti à la cause du prolétariat mondial d'inappréciables sacrifices. A son exemple, les ouvriers et les paysans de tous les pays se doivent et lui doivent d'entreprendre hardiment l'action libératrice. La doctrine communiste éclaire leur route et l'Internationale nouvelle les dirige, riche de l'expérience réalisée pendant trois ans en Russie, trempée aux épreuves cruelles d'un combat sans merci.

A l'aube de la quatrième année de la République des Soviets, la reconnaissance et l'admiration des révolutionnaires internationaux vont aux bolcheviks, sans qui la Révolution de mars 1917 eût subi le sort de la Commune de 1871, des insurrections de 1848 et de 1830. Par leur volonté « d'approfondir » la Révolution, par leur indomptable énergie, par leur clairvoyance, ils ont galvanisé les forces révolutionnaires, ouvert la marche et frayé le chemin vers le communisme. Déjà, et malgré l'insuffisance du recul historique, ils apparaissent comme ce qu'ils sont : les animateurs d'une vie nouvelle, les créateurs d'un monde nouveau.

Les peuples émancipés les honoreront à l'égal des plus grands noms des annales de l'humanité.

Les socialistes petits-bourgeois qui séparent théoriquement la Révolution russe de la révolution mondiale séparent aussi, par de grossiers artifices de dialectique la révolution bolchevique de novembre de la révolution « démocratique » de mars. Et, dans leur haine des bolchevistes qui ont attenté à leur quiétude et les ont brutalement rappelés au devoir révolutionnaire, ils s'ingénient à « prouver » que les communistes russes n'eurent aucun mérite à s'emparer du pouvoir, à lutter contre la réaction internationale, à entreprendre le travail créateur de construction socialiste après avoir détruit le système caduc du capitalisme. Selon leur raisonnement imbécile, les circonstances où la Russie s'est trouvée en 1917 ont tout fait et les fautes des Alliés ont assuré le suc-

cès des bolcheviks : ceux-ci ne seraient que les bénéficiaires du hasard. Que la situation de la Russie en 1917, le dégoût de la guerre, les excès de l'ancien régime, la politique incohérente de Kérensky, etc., aient créé un milieu favorable à la révolution sociale, nul ne songe à le contester ; mais que cette révolution eût été vaincue sans l'initiative et l'organisation des bolcheviks, nul ne peut décemment le nier. Des conditions révolutionnaires ne suffisent pas à réaliser la révolution : il faut encore des révolutionnaires. Les bolcheviks ont été les hommes de la situation : là est leur inestimable mérite ; les réformistes sont les hommes d'une autre époque : là est leur condamnation politique. Quant aux fautes des impérialistes alliés, elles sont indéniables, mais elles ne diminuent en rien l'héroïsme de l'armée rouge, l'endurance du prolétariat russe, la valeur de l'effort fourni par la République des Soviets pour se défendre victorieusement.

Les communistes français ont pour devoir et pour tâche de se préparer à être les hommes de la situation révolutionnaire en France, comme les bolcheviks ont été les hommes de la situation révolutionnaire en Russie. Il ne leur appartient pas de former d'artificiels Soviets, de provoquer un mouvement révolutionnaire factice, d'assigner une date précise à la mise en pratique de leur programme. Mais leur rôle est de rester en contact avec les masses exploitées, de les éduquer en vue de leur mission historique, de gagner leur confiance et de la justifier, de leur former des cadres, de se tenir prêts à tirer parti de tout événement, de mettre à profit toute circonstance favorable à l'action des masses. Instruits par l'exemple de leurs camarades de Russie, ils pourront se garder des erreurs que les initiateurs n'ont pu éviter. Les révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie ont encore confirmé et renforcé l'expérience acquise grâce à la Révolution russe. Le sang ouvrier qui a coulé en Europe centrale et orientale épargnera dans une grande mesure le sang des travailleurs occidentaux.

Les tâtonnements des novateurs de Russie leur révèlent les fautes à éviter, leur enseignent les méthodes éprouvées et fécondes. Les communistes de tous les pays sont redevables à leurs frères russes d'une leçon de choses grandiose qu'ils doivent avoir toujours présente à la mémoire. Dans les combats décisifs qui s'engageront demain en Italie et dans les Balkans, en Allemagne, en Bohême et en Pologne, en Angleterre et en France, puissent-ils s'inspirer de l'exemple de ceux qui les ont précédés dans la marche à la Révolution et au Communisme.

VARINE.

La 3^e Internationale Communiste

Discours prononcé par Lénine, le 6 mars, à la séance solennelle du Soviet de Moscou, consacrée au premier anniversaire de la fondation de la 3^e Internationale.

Camarades !

Une année s'est écoulée depuis la fondation de l'Internationale Communiste. Au cours de cette année, elle a remporté des victoires auxquelles il était impossible de s'attendre et que, disons-le bien franchement, personne, lors de sa fondation, n'osait espérer.

Au début de la Révolution, nombreux étaient ceux qui espéraient que la Révolution sociale se déclencherait en Europe immédiatement après la fin de la guerre, car, à ce moment, les masses étaient armées et la Révolution pouvait dès lors s'effectuer dans certains pays d'Occident avec le plus grand succès.

C'est ce qui se fût produit s'il n'y avait pas eu, en Europe occidentale, tant de dissensions profondes au sein du prolétariat, tant de trahison de la part des ex-leaders socialistes. Jusqu'à présent nous ne savons toujours pas exactement comment la démobilisation s'est passée et comment la liquidation de la guerre s'effectue. Nous ne savons pas, par exemple, ce qu'il y a eu en Hollande et ce n'est que d'un article (comme il y en a beaucoup d'autres) où il était question d'un discours prononcé par un communiste hollandais qu'il m'est arrivé d'apprendre qu'en Hollande, dans le plus neutre des pays, dans celui qui a été le moins mêlé à la guerre impérialiste, le mouvement révolutionnaire a pris des proportions si vastes que, d'ores et déjà, des Soviets ont été formés ; et Troëlstra, une des figures les plus marquantes de l'opportuniste social-démocratie hollandaise a dû reconnaître que les ouvriers eussent pu s'emparer du pouvoir.

Si l'Internationale ne s'était pas trouvée entre les mains de traîtres qui sauvèrent la bourgeoisie au moment critique, il y aurait eu bien des chances pour que, dès la fin de la guerre, dans beaucoup de pays belligérants ainsi que dans certains pays neutres où le peuple était armé, la Révolution se fût produite rapidement. Il ne devait pas en être ainsi. La Révolution n'a pas réussi à se développer aussi rapidement, et elle doit parcourir avec un caractère opportuniste tout le processus de développement que nous avons pu commencer, que nous avons dû commencer avant la première révolution (1905).

Et c'est uniquement parce que nous avons, en 1917, plus de dix années d'expérience que nous avons été capables de guider le prolétariat. En 1905, il y eut pour ainsi dire une répétition de la Révolution, et c'est en partie ce qui nous a permis en Russie de profiter du

moment où la faillite de la guerre impérialiste faisait tomber le pouvoir aux mains du prolétariat. Par suite des événements historiques, par suite de la complète désagrégation de l'autocratie, il nous a été facile de commencer la Révolution. Mais, plus il a été facile de la commencer, plus il a été difficile de la continuer dans ce pays isolé.

Nous pouvons pourtant dire, pour cette année écoulée, que dans les autres pays où les ouvriers sont plus développés, où l'industrie est plus vaste, où les ouvriers sont infiniment plus nombreux, le développement de la Révolution se poursuit d'une allure beaucoup plus lente. Il a suivi notre voie, mais avec infiniment plus de lenteur. Mais la victoire du prolétariat vient, en revanche, avec une certitude incontestablement plus grande que ce ne fut le cas chez nous.

Lorsqu'on considère la 3^e Internationale, on est pourtant frappé par ses rapides succès ; elle s'est propagée de victoire en victoire. Voyez, comme se répandent dans le monde entier des mots russes, aussi monstrueux que le mot « bolchevisme ». Bien que nous nous nommions Parti Communiste, et que le mot « communiste » soit notre appellation scientifique, générale, européenne, il est bien moins répandu que le mot « bolchévik ». Notre mot russe « Soviet » est des plus connus ; on ne le traduit même pas dans les autres langues et il conserve partout sa physionomie russe.

En dépit de tous les mensonges de la presse bourgeoise, et de la résistance désespérée que nous a opposée toute la vieille bourgeoisie, malgré la mise en œuvre de tous les moyens, les sympathies des masses ouvrières sont allées aux Soviets, au pouvoir soviétiste et au bolchévisme. Plus la bourgeoisie mentait, plus elle aidait à généraliser dans le monde entier l'expérience que nous avons faite avec Kérensky. Ceux des bolchéviks qui vinrent par l'Allemagne en Russie furent accueillis dans la « République démocratique » par des attaques et des poursuites organisées à l'américaine et auxquelles Kérensky, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires apportaient une aide sans mesure. Ils firent tant et si bien qu'ils réussirent à émouvoir les masses prolétariennes et les obligèrent à conclure que si l'on traquait ainsi les bolchéviks, c'est qu'ils avaient assurément quelque chose de bon ! (Applaudissements.)

Lorsque nous parvenons parfois de l'étranger des bribes de renseignements, lorsqu'on n'a pas la possibilité de suivre la presse et qu'on lit, par exemple, au hasard un numéro du plus riche des journaux anglais, le *Times*, lorsqu'on voit comment sont traduits là-bas les articles bolchéviks, afin de démontrer que les

bolchéviques préconisaient déjà, pendant la guerre, la guerre civile, on en arrive à conclure que les plus intelligents mêmes des représentants de la bourgeoisie ont perdu la tête... Si la presse anglaise signale le livre *A contre-courant*, le recommandant aux lecteurs anglais et en produit des citations, pour démontrer que les bolchéviques sont les pires des hommes, qui, tout en dénonçant le crime de la guerre impérialiste, prêchent la guerre civile, on se persuade que la bourgeoisie qui nous maudit nous apporte le plus grand soutien... Nous l'en complimentons et nous la remercions. (*Applaudissements.*)

Nous n'avons pas de presse quotidienne ni en Europe, ni en Amérique; les informations concernant notre action sont très pauvres, nos camarades sont impitoyablement traqués. Mais quand on voit que la presse impérialiste des alliés, la plus riche, dans laquelle des centaines de milliers d'autres journaux puisent leurs renseignements, a perdu à ce point le sentiment de la mesure: que, tout en désirant frapper les bolchéviques, elle fait d'abondantes citations des œuvres bolchéviques, les exhumant des publications éditées pendant la guerre, pour mieux prouver que, flétrissant le crime qu'était la guerre impérialiste, nous nous efforçons de la transformer en guerre civile, on conclut que ces très intelligents journalistes sont devenus aussi sots que notre Kérénsky et ses pareils. C'est pourquoi nous pouvons vous assurer que les dirigeants de l'impérialisme anglais travaillent proprement et solidement pour le plus grand bien de la Révolution internationale. (*Applaudissements.*)

Avant la guerre, camarades, il nous semblait que la cause de division la plus importante au sein du mouvement ouvrier était la scission entre socialistes et anarchistes. Ce n'était pas qu'une apparence, il en était bien ainsi. Dans la longue période qui précéda la guerre impérialiste et la révolution, il n'y avait pas, à parler d'une façon objective, dans la majeure partie des pays européens, de situation révolutionnaire. La tâche des militants consistait à utiliser la lente action quotidienne pour la préparation révolutionnaire. Les socialistes se mirent à l'œuvre, les anarchistes ne comprennent pas cette tâche. La guerre a créé un état de choses révolutionnaire et cette vieille scission du mouvement ouvrier est en voie de disparition. D'un côté, les hautes sphères de l'anarchie et du socialisme, devenues chauvines, ont montré ce que signifie la défense de certains pillards bourgeois contre d'autres, au nom de laquelle la guerre a exterminé des millions d'hommes. D'un autre côté, dans les profondeurs des vieux partis, ont surgi de nouveaux courants — contre la guerre, contre l'impérialisme, pour la révolution sociale.

Ainsi, la plus profonde crise s'est créée du fait de la guerre. Les anarchistes et les socialistes se sont scindés, parce que les principaux des leaders parlementaires et des leaders anarchistes ont emboîté le pas aux chauvins, tandis qu'une infime minorité s'éloignait d'eux et commençait à passer dans le camp

révolutionnaire. De la sorte, le mouvement ouvrier de tous les pays a suivi une autre voie, qui n'est ni celle des anarchistes, ni celle des socialistes, mais qui mène à la dictature du prolétariat.

Cette scission, remarquable dans le monde entier, a commencé bien avant l'existence de la 3^e Internationale. Si nous avons remporté des succès c'est parce que nous sommes arrivés en plein mouvement révolutionnaire et que le mouvement ouvrier se manifestait déjà dans tous les pays. Voilà pourquoi nous voyons maintenant que s'est produite une scission au sein du socialisme et de l'anarchisme. C'est ce qui oblige dans le monde entier les ouvriers communistes à procéder à la formation de nouvelles organisations et à les unifier dans la 3^e Internationale. Une telle manière d'agir est de beaucoup la plus exacte. Si, de nouveau, des désaccords surgissaient, notamment, sur l'utilisation du parlementarisme, il serait, après l'expérience, de la révolution russe et de la guerre civile, après que s'est dressée devant tout l'univers la figure magnifique de Liebknecht et que son rôle et son importance se sont révélés aux représentants du parlementarisme, il serait, dis-je, insensé de répudier encore l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme.

Il est clair, même pour les représentants de la vieille école, que poser la question de l'Etat comme pour le passé, n'est plus possible; au lieu de l'ancienne manière livresque, le mouvement révolutionnaire a mis au jour une autre façon nouvelle et pratique de la poser. A la force groupée et centralisée de la bourgeoisie, il faut opposer la force groupée et centralisée du prolétariat. Dès lors, la question de l'Etat apparaît sous un angle nouveau, et le vieux désaccord perd toute raison d'être.

L'ancienne scission disparue, voici que de nouvelles se produisent en tête desquelles se trouve l'attitude à observer vis-à-vis du pouvoir soviétiste et la dictature du prolétariat. La Constitution soviétiste met nettement en valeur tout ce qu'a élaboré la révolution russe. Par notre expérience, par nos enseignements, on a obtenu que tous les vieux problèmes ne se résument plus maintenant qu'en un seul: pour ou contre le pouvoir soviétiste. Ou pour le pouvoir bourgeois, pour la démocratie, pour ces normes de démocratie qui, promettant l'égalité des repus et des affamés, l'égalité du capitaliste et du travailleur, cachent dans le suffrage universel des exploités et des exploités l'esclavage capitaliste; ou pour le pouvoir prolétarien, pour l'écrasement impitoyable des exploités, pour l'Etat soviétiste.

Seuls, les partisans de l'esclavage capitaliste peuvent soutenir la démocratie. C'est ce que nous voyons dans la littérature réactionnaire de Koltchak et de Dénikine. Après le nettoyage de beaucoup de villes russes on a ramassé dans les immondices quelque prose qu'on a expédiée à Moscou. Nous pouvons à présent examiner les œuvres des intellectuels russes,

du genre de Tchirikov ou de penseurs bourgeois comme E. Troubetskoï. Les opinions qu'ils émettaient sur la Constituante nous ont servi lorsqu'on les répandait parmi les masses de gardes-blancs ; elles nous ont aidé par suite de la marche même de la guerre civile. des événements. Par leurs arguments, ces écrivains bourgeois ont réagi de telle façon et provoqué une telle action que tous les révolutionnaires sincères, qui sympathisent avec la lutte contre les capitalistes, s'affirment aujourd'hui pour la République des Soviets. La marche de la guerre civile le prouve incontestablement. S'élever contre la nécessité du pouvoir central, de la dictature et de l'unité de volonté, — nécessaires pour que le prolétariat avancé se concentre, se développe et rétablisse l'Etat sous de nouvelles formes, en tenant le pouvoir solidement en mains, — porter des jugements sur ce sujet devient impossible après tout ce qui s'est produit en Russie, en Finlande et en Hongrie, après la longue expérience d'une année de république démocratique en Allemagne. La démocratie s'est elle-même discréditée définitivement.

C'est ainsi que, dans tous les pays, sous les formes les plus diversées, tant de symptômes d'accroissement du mouvement communiste pour le pouvoir des soviets, pour la dictature du prolétariat, se multiplient irrésistiblement. Cet accroissement est si violent que des partis comme le Parti des indépendants allemands et le Parti socialiste français, au sein desquels règnent les pontifes de la vieille école, qui ne comprennent ni les nouvelles formes d'agitation, ni les conditions nouvelles que l'action parlementaire n'a nullement modifiées (action que ces messieurs transforment d'ailleurs en un moyen d'éviter, grâce à des flots d'éloquence, de répondre aux questions les plus importantes), même ces pontifes, dis-je, ont été obligés de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets. Il est vrai que les masses qui ne se laissent pas ignorer les y ont forcés.

D'autres camarades vous ont dit que la sortie du Parti des indépendants allemands de la 2^e Internationale, la reconnaissance par ce parti de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste a été le dernier coup décisif porté à la 2^e Internationale. La situation est maintenant telle que la 2^e Internationale est, peut-on dire, morte, et que les masses ouvrières d'Allemagne, d'Angleterre et de France passent dans le camp des communistes. Il y a aussi en Angleterre un parti d'Indépendants qui n'entend pas abandonner le point de vue de la légalité et qui persiste à condamner la violence des bolchéviks. Dans leur journal, on a récemment consacré une rubrique spéciale à cette discussion. Discuter signifie examiner. On examine donc là-bas la question des Soviets ; à côté d'un article inséré dans tous les journaux ouvriers et qui traite de cette question nous en voyons un autre d'un Anglais qui ne veut pas compter avec la théorie du socialisme, qui garde le sot dédain d'autrefois pour les théories, mais qui, considérant les

conditions actuelles de la vie anglaise, en arrive à conclure : « Nous ne pouvons pas condamner les Soviets ; nous devons en être partisans ». Cela signifie que même les couches ouvrières les plus retardataires d'un pays comme l'Angleterre se sont ébranlées, et l'on peut dire que les vieilles formes du socialisme sont mortes à jamais.

L'Europe va vers la Révolution, mais, comme nous y sommes venus nous-mêmes, elle s'y achemine selon le caractère local du mouvement. Chaque pays doit mener, à sa manière, et a commencé, une lutte intérieure contre ses menchéviks et contre leur opportunisme, existant sous d'autres dénominations, mais souvent plus profondément enracinés que chez nous. Et c'est précisément parce qu'ils passent isolément par cette expérience qu'on peut considérer la victoire de la révolution socialiste comme inéluctable dans tous les pays. Plus il y a d'hésitations et d'incertitudes dans les rangs ennemis, — et nous ne voyons pas autre chose dans leurs affirmations que les bolchéviks sont des criminels avec lesquels ils ne feront jamais la paix, aussitôt suivies de revirements diplomatiques, — mieux vont les choses pour nous. Ils nous disent maintenant : « On peut faire du commerce tout en ne reconnaissant pas les bolchéviks ». Nous n'y voyons nul inconvénient, messieurs, faites-en l'expérience. Les raisons qui font que vous ne vouliez pas nous reconnaître, nous les comprenons fort bien. Et nous sommes les premiers à dire que vous commettriez une faute énorme en nous reconnaissant. Mais si vous êtes si ennuyés que de prime abord vous déclariez les bolchéviks des destructeurs des lois de Dieu et de l'humanité, et qu'ensuite vous disiez que vous allez procéder avec eux à des échanges commerciaux sans les reconnaître politiquement, c'est là pour nous une victoire qui, dans chaque pays, hâtera la croissance du mouvement communiste et l'approfondira.

Il est déjà si profond qu'en dehors de ceux qui adhèrent officiellement à la 3^e Internationale, on peut voir dans les pays avancés toute une série de mouvements qui, tout en ne se rattachant ni au socialisme, ni au communisme, tout en persistant à condamner le bolchévisme, viennent à lui poussés par la force des événements. Dans tout pays civilisé, la guerre, au 20^e siècle, oblige le gouvernement à montrer sa face véritable. Un journal français ne s'est-il pas avisé de publier des documents de l'ex-empereur Charles qui, en 1916, proposait à la France de conclure la paix ? Maintenant que nul n'ignore plus la teneur de cette proposition de paix, des ouvriers se tournent vers le leader français des socialistes chauvins, Albert Thomas, et lui demandent : « Vous étiez au gouvernement lorsqu'on lui a proposé la paix... Qu'avez-vous fait en l'occurrence ? » Albert Thomas, interrogé, s'est bien gardé de répondre. Et ces révélations ne font que commencer.

Les masses populaires d'Europe et d'Amérique, qui savent maintenant à quoi s'en tenir,

ont une idée de la guerre bien différente de celle d'autrefois. Pourquoi dix millions d'hommes sacrifiés ? Pourquoi vingt millions d'hommes estropiés ? demandent-elles. Poser cette question c'est lui répondre : « Dix millions d'hommes ont été tués, vingt millions d'hommes ont été estropiés uniquement pour décider lequel, du capitalisme anglais ou allemand, s'enrichira le plus ». Telle est la vérité et, quoi qu'on fasse, on ne l'étouffera plus.

La faillite des gouvernements capitalistes est inéluctable. Car on voit bien que la guerre est inévitable si les impérialistes de la bourgeoisie restent au pouvoir. Entre le Japon et l'Amérique surgissent de nouvelles querelles et de nouveaux conflits. Ils sont préparés par des dizaines d'années de manœuvres diplomatiques entre les deux pays. La guerre est inévitable sur le terrain de la propriété privée. Entre l'Angleterre, qui s'est appropriée de nouvelles colonies, et la France, qui se considère comme lésée, le conflit est certain. Personne ne sait où et comment les événements se produiront, mais tous voient, savent et disent que la guerre est inévitable. C'est ce qui nous garantit qu'au 20^e siècle, dans des pays où tout le monde sait à quoi s'en tenir, il ne

peut plus être question du vieux réformisme et du vieil anarchisme. La guerre les a tués. Parler de refaire la société capitaliste par des réformes, — alors qu'elle a donné des centaines de milliards à la guerre, — de la refaire sans pouvoir révolutionnaire et sans violences, sans secousses formidables, — parler comme par le passé est une impossibilité. Celui qui parle et pense ainsi n'a plus aucun sens. L'Internationale Communiste est puissante parce qu'elle s'appuie sur les leçons de la guerre impérialiste universelle. L'expérience de millions d'hommes le confirme de plus en plus, dans chaque pays. Le mouvement vers l'Internationale Communiste est maintenant cent fois plus large et plus profond qu'il ne le fut jamais. Il a provoqué en une année l'écroulement complet de la 2^e Internationale. Maintenant il n'y a plus un seul pays au monde, même le moins développé, où tous les ouvriers qui pensent ne se rattachent à l'Internationale Communiste, n'adhèrent à elle en principe. Et c'est la garantie absolue de la proximité relative de la victoire universelle de l'Internationale Communiste et de sa certitude. (*Applaudissements.*)

N. LENINE.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

JOHN REED

John Reed est mort à Moscou, abattu en quelques jours par le typhus. Le mouvement communiste américain et le communisme international perdent une de leurs plus belles espérances.

Il était né à Portland (Oregon) le 22 octobre 1887. Pendant ses études, à l'Université d'Harvard, il écrivit de nombreuses poésies, dont il publia une partie en 1917, sous le titre *Tamburlaine*. En sortant d'Harvard, il se lança dans le journalisme et entra bientôt dans la rédaction de l'*American Magazine* : il fut vite remarqué et apprécié.

Envoyé au Mexique en pleine guerre civile, par la *Metropolitan Magazine*, il se passionna pour les événements révolutionnaires et prit le parti du général Villa, dont il suivit la campagne, partageant les souffrances et les privations de son armée. Ses articles sur les événements du Mexique le classèrent comme un des plus brillants journalistes des Etats-Unis. Mais, à cette époque, Reed n'avait pas acquis, dans l'ordre politique, économique et social, les connaissances qui lui eussent donné la maturité du jugement. Ses articles furent pourtant rassemblés et publiés sous le titre *Insurgent Mexico*, et Reed fut vite réputé comme le meilleur des correspondants de guerre et comme un écrivain de premier ordre.

Dés lors, les plus grands journaux et magazines

de New-York lui furent ouverts. Il fut un des journalistes les plus populaires et les plus renommés de l'Amérique. Mais la gloire ne le corrompit point ; il garda intactes son indépendance, la liberté et la hardiesse de son esprit, comme en témoignent ses articles sur la grande grève de la soie de Paterson, en 1913, écrits avec une parfaite probité et un grand talent. Pendant cette grève fameuse, il fit la connaissance des leaders ouvriers, William Haywood, Patrick Quinlan, devint leur ami et le resta fidèlement. Sa sympathie pour les grévistes lui valut d'être arrêté et de passer plusieurs jours en prison. Son ouvrage sur la grève des I.W.W. du Colorado fit sensation.

Quand la guerre impérialiste éclata, John Reed partit pour l'Europe comme correspondant de guerre pour la *Metropolitan Magazine*. Il visita la France, l'Angleterre, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique. Il rentra à New-York en février 1915 et, un mois plus tard, repartit pour l'Europe, en compagnie du dessinateur connu Boardman Robinson. Les deux amis parcoururent l'Italie, la Serbie, la Roumanie, la Turquie, le Caucase. Il resta de leur voyage un livre vivant et pittoresque, *The War in Eastern Europe* (la guerre en Europe orientale), publié en 1916.

La guerre avait fait de John Reed un socialiste. Il renonça à sa situation lucrative (il était, disent les journaux américains, un des journalistes « les mieux payés ») et partit pour la Russie, en 1917, à l'annonce de la révolution. C'est par lui, par ses articles du *Call*, le journal socialiste de New-York, et des *Masses*, la revue révolutionnaire de Max Eastman, que nous eûmes sous les yeux les premiers récits véridiques, la narration exacte et passionnante des événements de novembre, de la révolution bolchevique, dont il fut un des rares témoins étrangers impartiaux. Comme Philips Price, comme Sadoul, il épousa d'enthousiasme la cause du prolétariat.

En apprenant que *The Masses* et plusieurs collaborateurs, Max Eastman, Floyd Dell, Art Young, Merrill Rogers, et lui-même, étaient poursuivis par le gouvernement américain, pour leurs écrits pacifistes qualifiés ignoblement « délits d'espionnage », Reed revint aux Etats-Unis pour se présenter devant le tribunal. Le procès fut pour les accusés l'occasion d'une propagande retentissante. Reed, par son courage, força même l'admiration du juge, et l'affaire se termina par un acquittement triomphal.

Dès son retour, John Reed entreprit une tournée de conférences en faveur de la révolution bolchevique, tout en écrivant dans le *Liberator* (qui succéda aux *Masses*), la *New Republic*, le *Dial*, etc., des articles remarquables sur le bolchevisme, que nous lûmes en France avec avidité et dont nous traduisîmes la plupart pour la presse d'extrême gauche. Il fut plusieurs fois arrêté, jeté en prison, et toujours acquitté. Son nom devint célèbre comme celui d'un propagandiste révolutionnaire.

Il se jeta dans le mouvement socialiste américain, devint en quelques semaines le leader de la gauche, et fut élu à une majorité jusqu'alors inconnue comme secrétaire international du Parti Socialiste. C'était en 1919, pendant la lutte acharnée que se livraient dans le Parti révolutionnaires et réformistes. Reed, au cours de la Convention de Chicago, dirigea la gauche, qui, après la scission, devint le *Communist Labor Party*. Il s'attacha à réaliser l'unité de son parti avec le *Communist Party*, qui s'était formé avant la Convention de Chicago. Il fut le rédacteur principal de la *Voice of Labor*, et des autres organes communistes successivement supprimés par les raids sauvages de la police yankee.

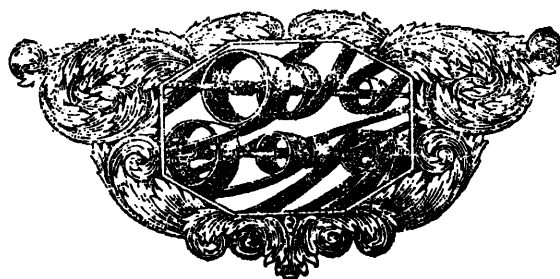
Quand la répression féroce du gouvernement de Wilson écrasa le mouvement communiste, contraignant les organisations à entrer sous terre, les journaux à devenir clandestins, les militants qui — par miracle — avaient échappé à l'arrestation à se cacher, John Reed fut envoyé en Russie. Il y fut un des plus actifs artisans de l'unité communiste américaine, les pourparlers en vue de réaliser cette unité ayant été poursuivis sous l'égide de l'Internationale Communiste. Il fut arrêté et emprisonné en Finlande alors qu'il voulait rentrer aux Etats-Unis. De retour en Russie, il participa au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, puis assista au Congrès des peuples orientaux opprimés, à Bakou.

Avant de quitter New-York, il avait publié un livre remarquable, le premier d'une trilogie : *Ten*

days that shook the World (Dix jours qui ont secoué le monde), l'histoire des premiers pas de la révolution bolchevique. Les deux autres volumes sont malheureusement restés inachevés. Le premier restera comme un document unique pour les futurs historiens de la révolution ; c'est le témoignage sincère, vivant, passionné, d'un spectateur qui vécut le drame. John Reed et sa femme, Louise Bryant, furent arrêtés deux fois par les révolutionnaires et faillirent même être fusillés. Louise Bryant se trouva sur la place du Palais d'Hiver au milieu du combat, et trois hommes tombèrent morts à ses côtés. Courageuse comme son époux, et talentueuse aussi, elle écrivit un livre intéressant : *Six Red Months in Russia* (Six mois rouges en Russie). Elle avait partagé l'existence aventureuse de John Reed, durant le premier séjour de celui-ci en Russie. Elle le rejoignit, il y a quelques semaines seulement... Une mort foudroyante l'a séparée de son mari — pour toujours.

John Reed a donné sa vie à la révolution russe. Il est mort à 33 ans, dans l'éclat des plus précieuses facultés, d'un talent étincelant, et avant d'avoir pu donner toute sa mesure. Nul doute qu'il eût rendu à la révolution, au communisme, d'incalculables services. Sa perte est un deuil pour le prolétariat mondial. Tous ceux qui l'ont connu pleurent la disparition d'un homme bon, délicat, séduisant, d'un lutteur généreux et courageux, d'un écrivain hors ligne. Les communistes honoreront à jamais sa chère mémoire.

VARINE.



Loyauté des Reconstructeurs

Pour corser l'inénarrable motion présentée au Congrès de décembre, sous le titre mensonger : *Résolution d'adhésion avec réserves à la 3^e Internationale*, les reconstructeurs l'ont présentée comme l'œuvre de membres démissionnaires du Comité de la 3^e Internationale, en collaboration avec eux.

Cette assertion est rigoureusement fausse. Aucun membre du Comité de la 3^e Internationale n'a participé à la rédaction de ce pathos. Aucune démission, d'ailleurs, ne s'est produite dans notre Comité.

Les reconstructeurs ont menti.

Depuis la publication de la motion des reconstructeurs, les démentis de camarades dont les noms ont été indûment placés comme signataires de cette motion se succèdent. Il est donc prouvé que les reconstructeurs ont abusé de la bonne foi de ces militants. Cela montre à quelles extrémités ils en sont réduits pour faire figure de fraction importante. La vérité est que leur défaite s'annonce irrémédiable.

Qu'est-ce que l'Impérialisme ?

L'étude que nous publions ci-après est tirée d'un important ouvrage de G. Zinoviev : La Guerre et la crise du socialisme, (tome II) paru en Russie. La traduction est de Victor Serge (Kibaltchiche).

Avant de répondre à cette question, arrêtons-nous un moment sur cette autre : Qu'est-ce que la politique coloniale ? La politique coloniale est, en effet, une des parties composantes essentielles de l'impérialisme actuel. Entre l'impérialisme et la politique coloniale la plus récente, comprise dans le sens le plus large de ce mot, on peut même souvent mettre le signe d'équivalence.

Le mot « colonie » vient lui-même du latin « colere », — conquérir, partager.

Les auteurs ont proposé différents critères pour reconnaître la « politique coloniale ».

Rocher considère comme un facteur décisif l'âge du peuple qui colonise ; les peuples vieux colonisent ; les peuples relativement jeunes sont soumis à la colonisation.

James Mill voit dans les relations politiques et juridiques des colons ou de l'organisme qu'ils constituent, avec la métropole (ou patrie) un caractère essentiel.

Fallot accorde la plus haute importance à la civilisation supérieure du peuple colonisateur et à la situation arriérée des pays colonisés.

Guirault, Reinsch et d'autres insistent sur ce point. Wakefeld écrit :

« Nous n'entendons pas désigner par le mot « colonie » un pays tel que l'Inde, mais bien un pays encore insuffisamment peuplé où viennent s'installer des émigrants originaires de pays éloignés. La région, ainsi peuplée, devient alors une « colonie » du pays d'origine des colons et que l'on désigne, par la suite, sous le nom de « mère-patrie ». Le processus du peuplement de la colonie — et seul ce processus — pourrait être, à mon avis, appelé *colonisation*. La soumission des colonies à la métropole n'est pas une condition essentielle de la colonisation. Les anciennes colonies indépendantes de la Grèce étaient de véritables colonies ; et je considère les Etats-Unis d'Amérique comme étant actuellement encore des colonies anglaises. Les colonies se divisent en deux catégories suivant qu'elles sont ou ne sont pas indépendantes ».

Levis appelle « colonie », toute région gouvernée, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'un Etat vassal, par une métropole (1).

Les auteurs anglais ne « soulignent » pas aussi fortement la dépendance politique directe des colonies, à l'égard de la métropole. Cette attitude correspond, dans une certaine mesure, aux usages pratiques de la politique coloniale anglaise. Par contre, les auteurs américains font ressortir

en premier lieu la dépendance politique des colonies.

C'est, à titre d'exemple, l'opinion de Reinsch qui admet une définition économique de la colonie, beaucoup plus large. Sous ce rapport, dit-il, le Canada peut encore être considéré comme une colonie française — et l'Amérique du Sud, comme une colonie allemande. Mais sa définition politique d'une colonie est la suivante :

« Une colonie est une dépendance relativement éloignée d'un état national quelconque, administré par des autorités soumises à la métropole. La colonie peut être peuplée des citoyens de la métropole, ou par leurs descendants ; sa population peut aussi appartenir en majorité à une autre race. Mais, en tout état de choses, le gouvernement de la colonie doit, de façon ou d'autre, reconnaître son état de vasselage à l'égard de la métropole ».

Un autre économiste américain — Srow — n'admet pas la nécessité d'une civilisation supérieure des colonisateurs. Sa voix est celle d'un homme d'affaires bourgeois, plein de bon sens.

Les meilleurs spécialistes français et allemands insistent le plus souvent sur la nécessité de la subordination politique des colonies aux métropoles.

James Mill, Léon Say, Leroy-Beaulieu et aussi les Allemands Heeren, Dedel, Rocher divisent les colonies en trois groupes économiques : 1° colonies commerciales, 2° colonies de peuplement, 3° colonies de plantation et de production.

Un peu plus tard devait plus généralement diviser des colonies en deux catégories : 1° colonies commerciales, 2° colonies de peuplement et colonies d'exploitation.

Leroy-Beaulieu a reproduit plus récemment (1908) la division en trois catégories : 1° colonies ou comptoirs de commerce, 2° colonies ordinaires ou de peuplement, 3° colonies de plantation ou d'exploitation (2).

La plupart de ces définitions sont suggérées par des relations remontant à l'ancienne politique coloniale. Elles sont donc toutes insuffisantes.

La définition(fournie par Marx dans le tome I^{er} du *Capital*, ne suffit même plus à embrasser les faits actuels. Marx écrit :

« Le bon marché des produits de l'industrie et la transformation des voies de transport et de communication servent comme des armes dans la conquête des marchés étrangers. Le machinisme transforme ces marchés en sources de matières premières, ruinant de la sorte l'industrie locale. Les Indes Orientales ont ainsi fourni à la Grande-Bretagne du coton, de la laine, du jute, de l'indigo, etc... Dans les pays de grande industrie le fait qu'un nombre considérable de travailleurs est constamment réduit à l'oisiveté, entraîne une émigration artificiellement provoquée et la colonisation de pays étrangers, qui devien-

(1) Voir le travail, en quelque sorte classique de « l'économiste colonial allemand », Dr. Zopfl, Die Colonien.

(2) Paul Leroy-Beaulieu. *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 1908, 7, 1.

ment pour la métropole des sources de matières premières ; l'Australie, par exemple, fournit l'Angleterre de la laine. Une nouvelle division internationale de travail se crée, conditionnée par la vaste répartition des produits manufacturés et qui, dans certaines régions du globe, fait prédominer l'agriculture. Cette résolution correspond à une transformation radicale de l'agriculture. » (3)

A l'heure actuelle, nul ne l'ignore, ce tableau a subi des modifications considérables. Il nous suffira d'indiquer que les pays de grande industrie ne sont plus ceux qui fournissent la plus forte émigration. Au contraire, l'émigration provient surtout, présentement, des pays agricoles.

Depuis que ces lignes ont été écrites, bien des événements se sont accomplis. Et l'ancienne politique coloniale n'a été remarquable ni par ses tendances humanitaires, ni par son paisible travail civilisateur, dont MM. les Bourgeois parlent si volontiers avec éloquence. Loin de là. Nous verrons plus loin quelles cruautés l'ont caractérisée.

K. Liebknecht fit jadis remarquer que l'on ne pouvait « en général, séparer de la colonisation la culture de l'humanité ». Il pensait à des faits historiques d'une importance capitale pour l'humanité, tels que la découverte et la colonisation de l'Amérique, etc... Les socialistes-impérialistes (4) allemands voudraient maintenant tirer parti de ces mots pour justifier la politique coloniale impérialiste contemporaine. K. Liebknecht, lui-même, précisa pourtant plus d'une fois que la politique coloniale était inéluctablement une politique de violence, de rapine et de meurtre.

Une assez bonne définition de la politique coloniale actuelle nous est donnée par un savant allemand, très bourgeois, auteur de divers rapports officiels sur la question coloniale, le Dr Zöpfl. Les colonies, dit-il, « sont des territoires possédés par un Etat, en dehors de ses frontières, et dont il dispose dans l'arène internationale selon ses intérêts économiques et politiques » (5).

« Si, dit encore le Dr Zöpfl, nous appelons colonies les territoires situés en dehors des frontières d'un Etat et dont il dispose suivant les intérêts économiques et politiques dans l'arène mondiale, nous voulons ainsi dire que ses buts économiques ont ici un rôle essentiel, tandis que les considérations de politique internationale peuvent, mais ne doivent pas nécessairement jouer un certain rôle. » Avec la brutale franchise d'un homme d'affaires bourgeois, cet auteur écarte les considérations sur les « nations supérieures », sur la « pénétration de la culture », etc... On vend les colonies, on les échange, on les donne. La bourgeoisie voit en elles des articles de vente et d'achat. Leur valeur économique, leur signification pour le marché mondial, leur rôle économique de colonies, voilà ce qui importe à la bourgeoisie, aux impérialistes de notre époque. Toutes autres conditions étant égales, il va de soi que la dépendance politique directe, la possession directe par une métropole donnée, leur paraît désirable. Mais ce n'est pas là une condition indispensable. Zöpfl a raison quand il parle tout bonnement de territoires « situés en dehors des frontières d'un Etat ». Cette formule embrasse aussi

bien les colonies placées directement et complètement sous la dépendance politique de la métropole (à titre d'exemple : Kiao-Tchéou et l'Empire, jusqu'à 1914) que les colonies jouissant, relativement d'une assez large autonomie politique (à titre d'exemple, le Canada et l'Empire britannique).

La définition de la politique coloniale « qui nous est donnée par M. Zöpfl, bourgeois clairvoyant, nous amène à la notion d'impérialisme.

Le mot vient du latin *imperium* (empire). Dans sa signification la plus large, il exprime la tendance à l'empire universel, qui ne peut être réalisé que par les conquêtes d'un Etat, par ses entreprises coloniales, par la fusion « pacifique » des Etats existants — ou par tous ces moyens à la fois. C'est ainsi que l'on parle de l'*Imperium Romanum* — empire romain — que voulut créer Jules César (vers l'an 45 av. J.-C.) quand il étendit son pouvoir autocratique sur tous les pays méditerranéens et adopta le titre d'*imperator*. On peut aussi, dans ce sens, parler de l'empire grec d'Alexandre le Grand, et, plus tard, de l'empire franc de Charlemagne.

Mais traitant de l'*Impérialisme contemporain* nous entendons l'impérialisme issu du développement supérieur du capitalisme, l'impérialisme de la bourgeoisie capitaliste dont le *capital financier* est le champion.

L'impérialisme contemporain est caractérisé par l'union du capital financier et du capital industriel.

Il est indispensable, si l'on veut étudier le rôle historique du capital, de distinguer ses diverses variétés. Marx (I. III du *Capital*) propose la division suivante : capital *industriel*, *commercial* et capital *argent*.

Kautsky, Hilferding, Bauer, Kunow et d'autres marxistes (6) développant les découvertes de Marx, ont institué une nouvelle catégorie : capital financier.

Le fait dominant de l'époque industrielle que nous traversons, c'est la concentration grandiose de la production, la centralisation du capital par les monopoles et les vastes entreprises (trusts, syndicats financiers, etc.). Parallèlement s'accomplit une centralisation plus grande encore des banques, désormais très étroitement reliées à l'industrie et qui acquièrent dans la vie économique des pays capitalistes une importance croissante, allant, de plus en plus, jusqu'à une domination absolue. Ainsi s'avère la toute puissance du capital financier qui domine également le pouvoir politique (7) des monarchies et des républiques, étendant sa dictature sur toutes les classes possédantes.

« La dépendance de l'industrie à l'égard des banques est une conséquence des relations de propriété, écrit Hilferding. — Une partie toujours croissante du capital industriel n'appartient pas aux industriels qui s'en servent. Ils n'obtiennent la disposition du capital que par l'intermédiaire des banques qui représentent pour eux ses propriétaires. D'autre part, la banque place une part toujours croissante de ses capitaux dans l'industrie. Ils se transforment ainsi, toujours plus, en capital *industriel*. Le capital *bancaire*, *capital en*

(3) K. Marx. *Le Capital*. — Citation reconstituée en français d'après la traduction russe, — réd. Siruve, — p. 316-317.

(4) Voir le livre du député Noske sur la politique coloniale.

(5) G. Zöpfl, *Colonien*, p. 930.

(6) Il s'agit naturellement ici de Kautsky et de Kunow ancienne manière, avant leur évolution à droite.

(7) Nous préférons l'expression française consacrée de « pouvoir politique » à la traduction littéraire du texte russe qui dit « pouvoir gouvernemental ». (Note du trad.)

espèces, qui devient de la sorte *capital industriel* je l'appelle *capital financier* (8).

— Pour les possédants, il (le capital financier) demeure en espèces ; c'est un capital-argent que l'on dépense, qui donne des revenus et qui peut à tout moment leur être restitué en espèces. Mais en fait la plus grande part de ces capitaux versés aux banques est transformée en capital industriel et producteur (en instruments de production et en main-d'œuvre) et immobilisée dans le processus de la production. Une part toujours plus grande du capital employé par l'industrie, est formée de ce capital financier, restant à la disposition des banques et mis en action par les industriels.

— Le capital financier se développe avec les sociétés par actions et atteint son apogée dans la monopolisation de l'industrie. Les revenus industriels acquièrent un caractère ferme et mieux assuré. La possibilité de placer le capital bancaire dans l'industrie ne cesse de s'élargir. Mais la banque en dispose ; et la banque est régie par les propriétaires du plus grand nombre d'actions. Evidemment, il arrive au cours de la concentration de la propriété, que les possédants du capital fictif, qui régissent la banque, se trouvent être aussi de plus en plus souvent les possédants du capital qui régit l'industrie. D'autant plus que, comme nous l'avons constaté, la haute banque acquiert de plus en plus la disposition du capital fictif.

— Si l'industrie tombe dans une dépendance croissante, du capital bancaire, il n'en résulte pas nécessairement que les magnats de l'industrie deviennent vassaux des magnats de la banque. Parallèlement à l'évolution du capital qui, atteignant son degré le plus haut, devient capital financier, le maître du capital, capitaliste financier, concentre de plus en plus entre ses mains le pouvoir de disposer du capital national tout entier ; et ce pouvoir prend la forme d'une domination du capital bancaire. La personnalité joue ici un rôle prépondérant.

— Le capital financier atteint l'apogée de la force avec les trusts et les cartels, alors que le capital commercial subit le plus profond asservissement. Le capitalisme a terminé ainsi le cycle de son évolution. A l'aurore de son développement le capital-espèces, capital usuraire et capital commercial avait un rôle considérable, tant dans le processus d'accumulation du capital que dans celui de la transformation de production des métiers en production capitaliste. La résistance des capitalistes « industriels », c'est-à-dire de ceux qui bénéficient des profits de la production du commercial avait un rôle considérable, tant dans taux moyennant un tant pour cent, a commencé alors (9).

La mobilisation du capital et le constant élargissement du crédit modifient radicalement la situation des capitalistes financiers. La puissance des banques augmente ; par rapport à l'industrie elles deviennent des facteurs de constitution ; en fin de compte *elles la dominent*. Elles absorbent, pour le capital financier, les bénéfices de l'indus-

trie, absolument comme l'usurier d'autrefois absorbait sous forme des intérêts, le produit du travail du paysan et la rente du seigneur. Le capital bancaire a été la négation du capital usuraire ; le capital financier est la négation du capital bancaire. *Il réalise la synthèse de l'usure et du capital bancaire*, et se situant infiniment plus haut dans l'évolution économique, il s'approprie tous les fruits de la production sociale.

« Tout autre est le développement du capital commercial. Le développement de l'industrie fait perdre peu à peu au capital commercial la situation prépondérante qu'il occupait, pendant la première période manufacturière, à l'égard du capital industriel. Cette chute est définitive et le développement du capital financier restreint le commerce — tant au sens absolu qu'au sens relatif du mot — transformant le négociant naguère orgueilleux en un agent de l'industrie monopolisée par le capital financier ».

Nous observons dans tous les pays capitalistes l'accroissement colossal, irrésistible des forces productrices. Partout et toujours nous observons les plus fortes tendances à l'*internationalisation* de la vie économique. Des milliers de liens s'enchevêtrent, reliant entre eux les différents pays. Chaque nouveau kilomètre de voie ferrée, chaque nouveau câble sous-marin, chaque nouveau fil télégraphique semble devoir collaborer à cette internationalisation. Mais nous vivons en régime capitaliste et dans la phase impérialiste de ce régime. De l'impérialisme naissent de puissantes tendances contraires. La bourgeoisie de chaque pays tend à faire de sa « patrie » un organisme économique se suffisant à lui-même, capable de se satisfaire entièrement dans les cadres du travail « national » et de la production nationale ».

Le *protectionnisme* de l'époque la plus récente joue sous ce rapport le rôle le plus important. L'ancienne division internationale du travail (la division en pays agricoles et industriels, devient très difficile. Tout pays tend maintenant à être à la fois agricole et industriel afin de se suffire à lui-même au point de vue économique. Afin de développer leur propre industrie nationale tous les pays — excepté l'Angleterre qui eut, en son temps une primauté industrielle indiscutable — ont dû recourir aux tarifs « temporaires » bientôt devenus des tarifs permanents. D'où le protectionnisme.

En 1846, l'Angleterre abolit chez elle les droits sur le blé. La liberté du commerce triompha bientôt dans les Iles Britanniques. Mais nous voyons à présent le protectionnisme succéder, même en Angleterre, au libre-échange. Même les colonies anglaises, afin de protéger leur propre industrie, se défendent contre la métropole par des tarifs douaniers.

Vers 1860 le système des traités de commerce libéraux triompha sur le continent européen. Mais vers 1870, sous l'influence de la crise générale, on peut observer un penchant évident au protectionnisme. Elle se manifeste différemment selon les pays. Outre les raisons économiques, les conditions d'existence politique de chaque Etat ont une certaine signification (10).

En 1879 l'Allemagne passe au système des tarifs douaniers élevés, mettant simultanément en vigueur des tarifs protecteurs et sur les articles manufacturés et sur les céréales. La politique com-

(8) Hilferding. *Le capital financier*. D'après la trad. russe de I. Stepanow, p. 338-339.

(9) Heid, 339-340. En fait « l'usure a été la principale source d'accumulation du capital, c'est-à-dire la voie par laquelle lui provenaient les bénéfices de la possession du sol. Mais le capital industriel et commercial, plus ou moins solidement avec les propriétaires, s'insurgent contre cette forme, discrète du capitalisme », Karl Marx. *Théorie de la Plus-Value*, premier v., p. 19.

(10) Consulter sur l'Allemagne les intéressantes remarques de Kausky (ancienne manière) dans son ouvrage sur *La Socialdémocratie et la politique commerciale*. Le lecteur trouvera des données plus récentes dans les deux livres consacrés à ce sujet par K. Renner.

merciale libérale a échoué. En 1885 et 1887, nouvelle hausse des tarifs douaniers de l'Allemagne. En 1902, élaboration d'un nouveau tarif dicté par les agrariens et les rois de la grande industrie.

En 1881 la France applique à son tour les nouveaux tarifs. En 1885 elle les complète pour protéger l'agriculture. En 1910 nouveaux tarifs élaborés sur les mêmes bases protectionnistes.

Depuis 1880 — à peu près — la Russie, l'Amérique, l'Autriche-Hongrie suivent la même voie. La Hollande même y entre en 1910.

Les droits d'importation subissent une hausse constante, le développement du marché intérieur se ralentit, les prix des articles de première nécessité s'élèvent à l'excès ; la cherté des vivres atteint directement l'ouvrier, tandis que les salaires (ne serait-ce que les salaires nominaux) n'augmentent que très lentement.

Le monde entier se couvre de barrières douanières. Les traités du commerce deviennent le moyen d'asservir un pays à la bourgeoisie d'un autre. Autour des traités de commerce des conflits ont lieu entre les coteries capitalistes des différents pays ; les masses populaires en font les frais.

De là les guerres de tarifs-douaniers.

La France lutte pendant 10 ans contre l'Italie (à partir de 1887) ; la Russie lutte contre l'Allemagne (1892-94) ; la France contre l'Espagne et la Suisse (1893-95) ; l'Allemagne contre le Canada (1903-1910) ; l'Autriche-Hongrie contre la Serbie (1906-1911) ; la Bulgarie contre la Turquie, l'Autriche-Hongrie contre la Roumanie (1886-1890) ; l'Autriche-Hongrie contre le Monténégro (1908-1911) ; l'Allemagne contre l'Espagne (1894-1899), etc...

Les coteries capitalistes de chaque pays tendent simultanément à imposer les importations et à forcer les exportations.

Syndicats et trusts qui, en principe, devraient « régulariser » la production s'occupent, en réalité, de toute autre chose : ils travaillent à l'obtention de la plus-value. Augmenter l'exportation est leur premier souci. D'où cette exportation spéciale que l'on appelle « Schleuderelexport » ou « Dumping », exportation de produits cédés au rabais à des prix extrêmement bas. Les trusts et les cartels maîtres du marché intérieur peuvent, en y faisant monter les prix aux dépens des consommateurs de leur propre « patrie », se servir de ce procédé. Développant ainsi leur production dans une très large mesure, ils diminuent leurs frais de production et détroussent avec une énergie d'autant plus grande « leurs » ouvriers, leurs « paysans », « leur » petit peuple des villes.

Tous les pays s'efforcent de passer à l'exportation intensifiée. Une situation économique absurde en résulte. L'anarchie et la concurrence en sont accrues.

Et le monde capitaliste ne peut être guéri de ses maux même par les syndicats financiers internationaux, dernière innovation de la politique économique.

Parce que le moteur initial de ces syndicats, c'est toujours, uniquement, le bénéfice.

Trusts et syndicats — sous des noms différents, avec des fonctions en apparence variées, sous des formes différentes — jouent dans la vie des pays industriels un rôle de plus en plus grand. Au premier plan, parmi les pays des trusts, il faut placer les Etats-Unis ; mais l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Belgique et même la Russie ne lui cèdent guère sous ce rapport.

Le règne du capital financier est donc caractérisé à la fois par la concentration et la centralisation, par le développement des trusts et des cartels, par l'accroissement d'influence des banques et par la suppression du libre-échange suppléé par le protectionnisme.

Les tarifs douaniers protecteurs accroissent la fâcheuse influence des petits territoires économiques. Ils nuisent à l'exploitation, ils contrarient la spécialisation, ils empêchent une division internationale du travail rationnelle, ils élèvent les frais de la production. Mais s'ils sont un fléau pour le développement des forces de la production et pour celui de l'industrie, ils signifient par contre, pour le capitalisme, une augmentation immédiate de bénéfices. La liberté du commerce entrave la formation des cartels, enlève aux branches d'industrie faciles à truster, leur situation prépondérante sur le marché intérieur, et supprime en même temps les bénéfices supplémentaires que procurent les tarifs protecteurs des cartels (ou trusts) (11).

« Le protectionnisme, écrivait Kautsky, dès 1901, dans son livre sur la *Politique Commerciale*, n'est qu'un anneau dans la chaîne du nouveau système industriel, qui représente la forme la plus récente, et sans doute la dernière, du mode de production capitaliste. L'esprit de violence supplante de plus en plus chez la bourgeoisie industrielle l'esprit commercial. Autrefois d'humeur pacifique, elle rêvait une paix perpétuelle, elle condamnait la guerre comme une survivance de la barbarie du moyen-âge qui ne pouvait servir que les desseins des dynasties régnantes et des castes féodales ; mais, à l'heure actuelle, et quel que soit à ce sujet le chagrin de certains de ses idéologues, elle se pénètre de plus en plus d'un esprit de violence. La politique coloniale entre en scène. Cette politique provoque à tour des conflits ou menace d'en provoquer entre les puissances industrielles concurrentes. La lutte par les moyens des mesures de violence économique menace de se transformer en une lutte par le fer et par le feu, par la dynamite et la cheddite... Encourage le protectionnisme c'est, à l'heure actuelle, encourager un système qui finirait par remettre entre les mains d'une poignée de capitalistes toutes les forces d'une nation, afin qu'ils puissent vaincre ou affamer tout ennemi intérieur ou extérieur (12).

Le protectionnisme cause un préjudice considérable au développement des forces productrices. Les maîtres du capital financier le défendent pourtant partout et toujours. L'Angleterre fut pendant longtemps le pays classique du libre-échange. Mais l'impérialisme anglais, lui aussi, s'écarte de plus en plus de cette tradition, tendant au protectionnisme. Il suffit de rappeler ici la propagande de Chamberlain pour l'union plus étroite des colonies et de la métropole en un « plus grand Empire anglais ». Il suffit de rappeler la lutte qu'il soutint pour l'introduction des tarifs différentiels dans les colonies anglaises.

Ces tarifs doivent favoriser l'importation dans les colonies des produits originaires des métropoles anglaises au détriment des produits étrangers ;

(11) Hilferding 468-471. Nous examinerons en détail dans un des chapitres suivants les raisons qui obligent les impériaux à lutter contre le libre-échange. — (Note du trad.) — Voir l'ouvrage entier du camarade Zinoviev. *La guerre et la crise du socialisme*.

(12) K. Kautsky. *La Social-Démocratie et la politique commerciale*. Traduction russe de S. Radomyslsky, St-Petersb. 1907, p. 51.

ils constituent en fait un premier pas dans la voie du remplacement du libre-échange par le protectionnisme (13).

L'idée de remplacer le libre-échange par le protectionnisme trouve aussi un nombre croissant d'adeptes parmi les libéraux anglais, — parmi ceux-là mêmes qui, naguère, ne juraient que par le *free-trade*. On trouvera dans l'ouvrage cité une quantité de preuves de la popularité grandissante du protectionnisme parmi les libéraux. « Nous entourer d'un puissant système de défense (de tarifs douaniers) dans notre lutte contre les autres Etats est devenu pour notre pays, plus qu'une possibilité : une nécessité urgente. » Ainsi s'exprimait, en 1903, un manifeste en faveur du protectionnisme, édité par les libéraux anglais. De nombreuses notabilités libérales l'avaient signé : duc Von Lufhorland, L. S. Amery, S. Bourne, T. A. Brassey, I. C. Dobbie, A. F. Firth, Benjamin Ridd, H. I. Mackinder, I. Saxonchils, James Raxman, Charles Feunant, H. E. Folmer, etc... (14). Depuis 1903, le protectionnisme a fait en Angleterre d'immenses progrès. Les brochures de Chamberlain (*Ce que nous avons appris en trois années de commerce. — Le libre-échange de Colden et le club de Colden. — Quatre problèmes pratiques*) et ses discours avaient un succès croissant. Les conférences qu'il organisa au nom du gouvernement anglais et auxquelles il invita les représentants de toutes les colonies anglaises marquent les étapes de la lutte de l'impérialisme anglais contre le libre-échange. Engels demandait en 1885 : « Quand les marchandises du continent et surtout celles de l'Amérique se feront de plus en plus abondantes ; quand la part du lion qui revient encore maintenant à l'Amérique fondra d'année en année, quelles en seront les conséquences ? Réponds-nous, libre-échange, ô panacée universelle ! »

Nous avons aujourd'hui la réponse : C'est l'impérialisme le plus récent.

Otto Bauer le dit fort justement :

La politique coloniale du capitalisme actuel provient de l'ancien libéralisme. Partout où le capitalisme anglais cherche des marchés et des sphères d'influences, il se heurte à la concurrence des autres Etats capitalistes. Et pour atteindre son ancien but, l'Angleterre doit maintenant chercher comme tous les autres Etats, de nouveaux chemins.

L'ancien libre-échange anglais était cosmopolite. Il anéantissait les frontières, tendant à ne faire du monde qu'un seul domaine économique. Tout autre est l'impérialisme moderne. Il n'aspire pas à faire de tous les pays un seul domaine économique ; il ne veut qu'entourer son propre domaine d'une barrière douanière. Il recherche les pays les plus arriérés pour y assurer les marchés à ses capitalistes, en barrant le chemin aux capitalistes des autres pays. Il ne rêve pas de paix, il prépare la guerre.

Les grandes colonies britanniques peuplées de blancs — Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique australe — sont des Etats autonomes. Afin de favoriser leur propre industrie, de création récente, ils se défendent contre la métropole au moyen de tarifs douaniers. Ils se détachent de plus en plus économiquement et politiquement, de

la métropole. Le jour où ils s'en détacheront complètement et où le grand Empire britannique aura vécu, est-il éloigné ? Le sentiment national commun est trop faible pour les rattacher au Royaume-Uni ; il y faudrait des intérêts communs à la métropole et aux colonies. Ces intérêts communs, les impérialistes anglais veulent les créer en renonçant au libre-échange. Que la métropole s'entoure de barrières douanières et taxe les produits de l'agriculture et de l'élevage des colonies, toutefois moins que les produits provenant des pays concurrents ; les colonies accorderont, en revanche à la métropole la priorité sur tous les autres pays capitalistes, pour l'importation des articles manufacturés (15).

C'est ainsi que la liberté du commerce apparaît superflue et nuisible même au pays du libre-échange classique. Le protectionnisme porte-t-il atteinte aux forces productrices ? Que nous importe ? « Le capital cherche à compenser les pertes qui résultent pour lui du rétrécissement de son domaine économique, non en passant à la liberté du commerce, mais en élargissant son propre domaine et en intensifiant l'exportation du capital » (16).

L'exportation du capital joue un rôle immense dans la vie sociale économique actuelle. L'impérialisme contemporain n'est plus caractérisé uniquement par l'exploitation des produits ; il l'est aussi par l'exportation du capital.

Hilferding définit celle-ci en ces termes :

« Nous appelons : exportation du capital l'exportation de valeurs destinées à produire à l'étranger de la plus-value » (17).

Mais cette plus-value doit, condition essentielle, demeurer à la disposition du capital d'origine. Si, par exemple, un capitaliste allemand se transporte tout bonnement au Canada, y produit et ne revient plus dans son pays d'origine, il ne s'agit plus d'une exportation de capital, mais bien d'un transfert, d'une dénationalisation de capital.

L'exportation du capital prend des proportions de plus en plus grandioses (nous en donnerons dans les chapitres suivants les chiffres et les détails (18). Les pays riches en capital l'exportent non seulement dans les colonies — au sens étroit de ce mot — mais aussi dans des Etats politiquement indépendants. C'est ainsi que l'Angleterre introduit les siens non seulement dans ses colonies, mais aussi dans ceux des Etats-Unis d'Amérique. A. Sartorius dit dans son ouvrage bien connu *Das volkswirtschaftliche System der Kapitalanlagen im Auslande* que « l'Angleterre reçoit maintenant des Etats-Unis des bénéfices et des intérêts pour un million de marks environ, annuellement ». De même la France introduit ses capitaux, non seulement dans ses colonies, mais aussi en Russie, en Espagne, etc..

La lutte pour les sphères d'influence du capital, c'est-à-dire pour les marchés, joue le plus grand rôle dans toute la vie économique et politique actuelle. Quel est le pays dont le capital sera appelé à construire les chemins de fer, à recevoir des concessions dans les colonies et dans les pays auxquels est nécessaire l'importation du capital ? — C'est là une des questions qui contribuent le plus à déterminer la politique étran-

(15) Voir Otto Bauer, *La Question Nationale*, éd. russe, p. 507-513, etc.

(16) Hilferding, p. 473.

(17) Hilferding, p. 474.

(18) Voir l'ouvrage entier : *La guerre et la crise du socialisme*.

(13) Voir à ce sujet : Bernhard Braude, *Die Grundlagen und die Kreuzender der Chamberlainismus* herausgeg. von Dr. Heinrich Herkner, Zürich, 1905.

(14) Cité par Bernhard Braude.

gère des pays capitalistes, à provoquer les guerres, etc...

Le pays le plus riche en capitaux, l'Angleterre, règne sur le monde, bien qu'il ait déjà perdu l'hégémonie industrielle. L'Angleterre, dit Sartorius, est un pays de rentiers. Schulze-Havernitz dans son livre sur l'impérialisme anglais conclut qu'il y avait en Angleterre, au début du XX^e siècle, un million de rentiers (ce qui fait, en tenant compte de leurs familles 10 à 11 % de la population totale). Et cette opulence met son cachet sur toute la vie anglaise, détermine les destinées du pays, la politique des partis et des classes. Il y avait chez Sartorius un grain de vérité quand il exposait que :

« L'Angleterre ne peut pas encore avoir de social-démocratie. Les richesses incalculables qu'elle a accumulées au cours du dernier siècle sont devenues une protection (*Ein Beschützer*) pour une classe d'ouvriers instruits, en dépit de la baisse de la production. Les ouvriers qualifiés anglais, hautement payés par la grande industrie sont induits à penser que la position qu'ils ont acquise est en relation directe avec la puissance politique de l'Angleterre (19).

On voit ici, dirons-nous entre parenthèses, toute la philosophie du social-chauvinisme actuel : les travailleurs de chaque pays seraient, dit-on, directement intéressés à la prospérité de « leur patrie » et de son impérialisme.

Sartorius se trompe s'il pense que la social-démocratie doit être le parti des ouvriers qualifiés hautement rétribués. — Nous ne sommes pas le parti d'une aristocratie ouvrière, mais celui de la classe ouvrière, Monsieur Sartorius ! Mais il remarque avec juste raison que la bourgeoisie impérialiste, riche en capitaux, a, en plus de toutes ses ressources, celle de corrompre et de démoraliser une notable portion de l'aristocratie ouvrière, nuisant ainsi à la démocratie socialiste.

Soit dit entre parenthèses. Bornons-nous pour l'instant à noter le rôle considérable de l'exportation du capital dans le régime capitaliste actuel.

La concurrence pour les nouvelles sphères d'influence du capital amène à de nouvelles contradictions et à de nouveaux conflits entre les grands Etats capitalistes au sujet du partage du butin. D'autre part, les possibilités de conflit entre le pays où les capitaux sont importés et les classes dominantes des pays qui les exportent ne cessent d'augmenter. Les classes dominantes tendent à soumettre le plus possible à leur souveraineté les pays dans lesquels elles importent leurs capitaux. Ces pays, par contre, cherchent à s'assurer la plus grande indépendance à l'égard des Etats qui les fournissent en capitaux. Ce mouvement vers l'indépendance nationale menace le capital européen dans les domaines d'exploitation qui lui sont surtout précieux et qui lui font espérer les bénéfices les plus considérables. Et le capital européen ne peut maintenir sa domination qu'en augmentant de façon continue ses forces militaires.

De là, l'accroissement insensé du militarisme, de là les appels continuels des capitalistes, intéressés dans la vie des pays étrangers, à la création d'un pouvoir gouvernemental assez fort pour que son poing ganté de fer puisse défendre leurs intérêts, toujours et partout, fût-ce dans les coins les plus reculés du globe. Le capital d'exportation jouit évidemment de toutes ses aises quand le pouvoir de sa « patrie » règne sans conteste (par

voie d'annexion ou de concession pour cent ans, ou tout autrement) sur le nouveau territoire économique en question. Ses intérêts sont alors parfaitement protégés ; il est garanti contre la concurrence du capital d'exportation rival, il a une situation privilégiée, l'armée de sa patrie assure ses bénéfices, etc...

L'exportation des capitaux contribue de la sorte à renforcer la politique impérialiste, à nourrir et à développer l'impérialisme contemporain.

Les pays dont l'industrie est la plus avancée sont en ce moment caractérisés par la plus forte tendance à l'exportation du capital industriel. C'est le cas de l'Allemagne et des Etats-Unis. Ici l'évolution industrielle a produit les formes tout à fait nouvelles, tant sous le rapport de la technique que sous celui de l'organisation. — L'Angleterre et la Belgique viennent ensuite. Les autres pays dont le développement capitaliste est relativement ancien, exportent plutôt leurs capitaux sous forme de prêts, — que par l'organisation des manufactures, etc... A cet égard, l'une des premières places revient à la France. Les prêts de la France à la seule Russie se sont élevés, d'après les calculs de Sartorius, à 9 milliards pour l'année 1906. En 1914 ces prêts se montaient à 14 ou 18 milliards. — Les mêmes pays peuvent simultanément exporter et importer des capitaux. C'est ainsi que les Etats-Unis exportent sur la plus large échelle des capitaux industriels dans l'Amérique du Sud et à la même heure empruntent à l'Angleterre, à la Hollande, etc., sous forme de bons et d'obligations, le capital espèces dont ils ont besoin. Même les pays tels que la Russie qui a un besoin continu de capitaux étrangers exportent les leurs ; la Russie en exporte dans des proportions il est vrai restreintes, dans les Balkans.

La concurrence des différentes colonies financières a mis plus d'une fois l'Europe en présence de la guerre. Il nous suffira d'évoquer ici le Maroc. Que de « nobles » discours « patriotiques » ne prononça-t-on pas en Allemagne sur la méconnaissance par la France et l'Angleterre des intérêts de la « patrie » germanique, etc... En réalité, il ne s'agissait, outre l'annexion pure et simple de telle ou telle colonie africaine, que d'obtenir au capital allemand sa part de concessions de chemins de fer, de ports, de télégraphes, de travaux publics, d'emprunts. Dans les conflits turcs et marocains entre l'Allemagne et la France, il s'agissait surtout de la rivalité de la banque française et de la Deutsche Bank, de MM. Rouvier et Helfferich, de M. Schneider du Creusot et de Krupp, en un mot des gros requins du capital financier ou, pour employer les termes aimables dont la bourgeoisie se sert à leur égard, des « feld-maréchaux » de l'argent français et allemand. A la conférence d'Algésiras les uns et les autres marchandèrent comme des boutiquiers jusqu'au moment où s'acheva le partage des concessions et des autres avantages. Les patriotes allemands ne se tranquillisèrent que lorsqu'ils se furent assurés une part des emprunts, — et ainsi de suite (20). Faute de quoi le gouvernement allemand, fidèle serviteur des impérialistes d'outre-Rhin, était prêt à déclarer la guerre à la France.

Le capital financier travaille de la sorte par tous les moyens à renforcer le pouvoir de l'Etat. Il devient le moteur principal qui fait agir le militarisme. L'antagonisme entre les plus grandes puissances impérialistes et en premier lieu entre

(19) A. Sartorius, p. 387-88-89. La même opinion est exprimée par Schulze-Havernitz.

(20) Voir la brochure saisissante dans sa concision de Francis Delaisi : *La Guerre qui vient*.

l'Angleterre et l'Allemagne a depuis longtemps revêtu les formes les plus âpres. Qu'il doive nécessairement se « résoudre par la violence » — c'est-à-dire par la guerre — les marxistes l'ont prédit bien avant 1914.

La guerre, écrivait Hilferding dans son *Capital financier* eût éclaté depuis longtemps si toute une série de causes n'agissaient en sens contraire ; l'exportation même du capital suscite une tendance opposée à la solution par la violence. L'inégalité du développement économique a pour conséquence des différences dans l'exportation du capital. Il arrive par exemple que les capitaux français, hollandais et dans une large mesure anglais servent à des branches d'industrie placées sous une direction allemande ou américaine. Une évidente harmonie des intérêts se crée entre les coteries financières des différents pays. Le capital français, en tant que capital, est intéressé au succès des entreprises allemandes dans l'Afrique du Sud, etc... Pour le succès de ces entreprises, pour la sécurité de ces placements à l'étranger, le capital financier peut préférer la paix à la guerre.

Cette tendance — Hilferding la désigne sous le nom de « tendance à la solidarité des intérêts capitalistes internationaux » — est, théoriquement, possible et elle existe même dans une certaine mesure. En l'exagérant, certains auteurs arrivent à nier le caractère impérialiste de la guerre de 1914-1918. Le capital financier n'y serait pour rien, s'il fallait en croire par exemple les affirmations de notre historien bien connu, M. N. Pokrovsky. Car... le capital financier est intéressé à la paix. En temps de guerre les capitaux étrangers sont tout bonnement confisqués, etc... (21).

Cette opinion est absolument erronée. Une faible tendance à la solidarité « existe ». Mais comme nous l'avons vu d'autre part, il y a de puissantes tendances contraires. Laquelle de ces tendances aura le dessus — Hilferding le note très justement — cela dépend des circonstances dans chaque situation donnée et avant tout des *espérances de profits* attachées à l'issue de la lutte.

Et d'abord les capitaux confisqués par les parties belligérantes au cours de la récente guerre se font, en partie, contrepoids. En second lieu, la perte de ces capitaux est, en partie, compensée par les bénéfices que réalisent les rois de la grande industrie, etc..., pendant la guerre et par suite de la guerre. Enfin, les bénéfices ne sont rien en comparaison des avantages escomptés par les impérialistes anglais, allemands ou français, au cas où leur « patrie » réussirait à écraser sa redoutable rivale.

Mais il faut en outre tenir compte de ceci. Il est hors de doute que l'une des conditions de la coalition victorieuse sera *précisément l'annulation des confiscations, la reconnaissance des dettes*, assurant à un vainqueur la conservation des capitaux qu'il a pu importer auparavant chez les vaincus. Or, quand la guerre éclate les deux partis espèrent vaincre. Évidemment, il y a le risque. Mais ce risque professionnel, inévitable, est de ceux auxquels les coteries impérialistes doivent se résigner.

En règle générale, il demeure vrai que le capital financier ne cesse de pousser les gouvernements des différents pays aux armements sur terre et sur mer, que l'impérialisme nous amène à une

(21) Au congrès d'Éna (1911), Babel a occasionnellement exprimé la même opinion dans la phrase suivante : « Je l'avoue : il se peut que la garantie de paix la plus sérieuse nous soit donnée précisément par l'exportation internationale du capital ».

ère de conflits armés, qu'il crée l'insécurité du lendemain, qu'il rompt tous les équilibres et révolutionnarise avec une force terrible toutes les relations sociales en Europe, en Asie, en Amérique.

Kautsky décrivait exactement les faits quand il disait que le capital industriel et la classe industrielle maïifestent dès le début des tendances tout à fait différentes de celles du capital commercial et financier. Le capital industriel est enclin à la paix, à la limitation du pouvoir absolu de l'État par les institutions parlementaires et démocratiques, à l'économie dans le budget de l'État ; il est constamment adverse des impositions sur les articles de première nécessité et sur les matières premières. Il considère même souvent les taxes sur l'industrie comme un résultat de la situation arriérée de cette dernière et qui doit disparaître avec le progrès économique.

Au contraire, le capital financier, la classe des gros propriétaires et des banquiers a plutôt une propension à encourager l'absolutisme de l'État, à s'imposer par la force dans la politique intérieure et extérieure. Le capital financier est précisément intéressé à ce que les dettes de l'État soient grandes. Il voisine amicalement avec la grande propriété foncière et ne voit pas d'inconvénients à bénéficier de la faveur des tarifs protecteurs de l'agriculture.

Le développement économique a amené au pouvoir le capital argent, *avant* le capital industriel. Mais au cours du siècle dernier, le capital industriel a été au pouvoir et a même rejeté assez loin à l'arrière plan les capitalistes financiers. A la fin des fins un autre capital a triomphé : la forme des *sociétés par actions* — qui avait déjà joué un grand rôle dans le capital commercial et financier — s'est solidement implantée dans le capital industriel.

Ainsi s'unissent au capital les plus grandes et les plus fortes parties du capital industriel. La création des trusts et la centralisation des grandes banques achèvent cette évolution.

Les tendances gouvernementales du capital financier sont maintenant dans les pays capitalistes avancés les tendances générales des classes dominantes.

Et comme elles poussent incessamment à la guerre, la politique impérialiste belliqueuse donne le ton à toute l'activité des États modernes « avancés », réduits au rôle de commis du capital.

Les appétits des coteries financières sont insatiables. Plus elles ont, et plus elles veulent avoir, et plus leur jeu devient risqué. Dans sa convoitise des marchés, des sources de matières premières, des sphères d'influence du capital, des colonies, des concessions, des privilèges variés qu'une semblable politique procure aux classes gouvernantes, le capital en est arrivé au partage de l'univers entre plusieurs « grandes » puissances et à la lutte armée entre elles pour le partage du butin le plus friand. D'où la lutte pour l'hégémonie mondiale, la tendance des grands États capitalistes à former des emprunts universels, et la lutte impérialiste dans laquelle le Japon et les États-Unis d'Amérique eux-mêmes se sentent de plus en plus attirés à la suite de l'Europe.

Le classique représentant du classique impérialisme anglais Chamberlain, termina jadis l'un de ses grands discours (prononcé à Johannesburg le 17 janvier 1903) par ces mots :

« Le temps des petits royaumes et des petites rivalités est passé. *L'avenir appartient aux grands États...* » Aux grands empires, voulait-il dire.

Les socialistes, eux aussi, ne sont pas partisans des petits États. *Toutes autres conditions étant égales*, ils sont partisans des grandes républiques

démocratiques reconnaissant à toutes les nations le droit de décider elles-mêmes de leur propre sort, droit fondé sur le principe d'une complète égalité des nations. Au contraire, les « grands » États sont nécessaires aux impérialistes de tous les pays, précisément comme des moyens d'écraser et d'exploiter au profit de la bourgeoisie des grandes puissances les centaines de millions d'habitants des petits pays, des colonies, ou d'une façon générale des pays infortunés tombés sous la coupe des bandes rapaces du capital européen.

Les dictateurs actuels du capital financier de l'Europe ne forment qu'un petit groupe qui n'est peut-être fort que de quelques centaines d'hommes. Tous, dirigeants des plus grandes banques, rois de la bourse, maîtres des trusts et des cartels les plus importants, rois de l'acier et du canon, président des compagnies de chemins de fer les plus importantes, milliardaires, tous ceux qui décident en fait de la paix ou de la guerre pour l'Europe contemporaine, peuvent être facilement nommés par leurs noms — tant leur nombre est petit.

En 1910, Francis Delaisi fit dans son livre si intéressant sur *La Démocratie et les Financiers*, une semblable tentative concernant la France. En 15 pages, il put donner une liste assez complète des principaux dirigeants du capital financier de la France. Il dressa aussi une série de tableaux montrant dans combien de banques, de sociétés métallurgiques, de compagnies de chemins de fer, etc... régnaient ces personnages. Résumant ses données nous obtiendrons le résultat que voici :

53 familles sont nommées. Parmi elles, nous trouvons les noms de Rothschild, Schneider, Rostand, barons Nervaux, Duval, marquise Frondeville, prince de Camondo, Adam, Aynard, René Brice, Aubonneau, etc... Ces messieurs sont les maîtres dans 158 banques françaises, coloniales ou étrangères (telles que turques, néerlandaises, etc...). Au nombre de ces banques figurent les banques les plus importantes du monde : Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Ottomane, Union Parisienne, Banque de France, Comptoir d'Escompte, Banque Russo-Chinoise, Banque d'Indo-Chine, Crédit Industriel, Banque Transatlantique, Banque Tunisienne, etc... Ces messieurs sont aussi les maîtres de 108 entreprises métallurgiques et minières françaises, en France, dans les colonies ou à l'étranger (en Russie).

Citons : le Creusot, les mines d'or de l'Afrique, du Sud, Carmaux, le bassin du Donietz, etc... Les mêmes magnats du capital font la loi à 101 compagnies de chemins de fer ou de transports, et ils disposent, enfin, de 117 entreprises diverses monopolisées, parmi lesquelles la société par actions du canal de Suez, de vastes entreprises coloniales, des sociétés d'assurance, des usines à gaz, etc... (22).

En somme, 50 à 60 gros requins de la finance française règnent sur 108 banques, 105 grandes entreprises industrielles, 101 compagnies de chemins de fer, 117 autres entreprises industrielles et financières parmi les plus importantes, soit au total sur 431 entreprises dont chacun dispose de centaines de millions.

Voilà bien le capital financier personifié !

L'Angleterre et l'Allemagne, et aussi notre Russie, pauvre pécheresse, nous offrent *mutatis mutandis*, le même spectacle. 500 grands financiers tiennent entre leurs mains le monde entier.

Voici des données précises sur la puissance du capital financier aux États-Unis en 1912-1914.

D'après le *Bureau des Corporations*, il existait en 1912, aux États-Unis, 18 grandes banques ou établissements de Crédit.

	Postes directo- riaux	Postes occu- pés	Capitiaux en dollars
I. P. Morgan & Co.....	63	38	10.000.000.000
First National Bank of New-York	89	48	11.393.000.000
Guaranty Trust Co of New-York	160	76	17.342.000.000
Bankers Trust Co of New-York	113	55	11.184.000.000
National City Bank of New-York	86	47	13.205.000.000
Kuhn, Loeb & Co.....	15	12	3.011.000.000
Nat. Bank of Commerce	149	82	18.165.000.000
Hanover National Bank	37	29	7.495.000.000
Chase National Bank of New-York	67	48	11.527.000.000
Astor Trust Co	74	47	12.408.000.000
Blair & Co of New-York	12	11	1.784.000.000
Speyer & Co	10	10	2.443.000.000
Continental and Com- mercial National Bank of Chicago	49	27	6.969.000.000
First National Bank of Chicago	55	28	9.021.000.000
Illinois Trust & Savings Bank of Chicago.....	28	22	4.599.000.000
Kidder, Peabody & Co of Boston	8	6	2.395.000.000
Lee, Higginson & Co of Boston	11	—	3.199.000.000

Il va de soi que beaucoup de chiffres dans ce tableau sont comptés deux fois, le capital de chaque firme étant chaque fois indiqué en entier. Si l'on déduit les chiffres comptés deux fois, on obtient (voir Philippovitch) le résultat suivant :

Les maîtres des firmes désignés et leurs directeurs, soit en tout 180 personnes, occupent les places suivantes :

385 postes directoriaux dans 41 banques et trusts ayant un capital total de 3.832 millions de dollars et des dépôts pour la somme de 2.834 millions de dollars.

50 postes directoriaux dans 11 compagnies d'assurance disposant d'un actif variant de 2 à 6 millions de dollars.

155 postes directoriaux dans 31 compagnies de chemins de fer possédant un capital total de 12.193 millions de dollars et 271.120 km. de voies ferrées.

6 postes directoriaux dans 2 sociétés de trains express et 4 dans 1 compagnie de navigation au capital total de 245 millions de dollars, et jouissant d'un revenu brut de plus de 97 millions de dollars.

98 postes directoriaux dans 28 compagnies industrielles et commerciales, au capital total de 3.583 millions de dollars et jouissant d'un revenu annuel brut de 1.145 millions de dollars.

48 postes directoriaux dans 19 sociétés desservant les grandes villes en eau, en électricité au capital total de 2.626 millions de dollars et jouissant d'un revenu brut de 428 millions de dollars.

Au total ces 180 souverains de la banque et leurs directeurs occupent 746 postes directoriaux dans 134 entreprises au capital global de 25.325 millions de dollars (à cette époque plus de 50 milliards de roubles, plus de 125 milliards de francs (23))

(23) Et l'on sait que pendant la guerre européenne, le capital américain s'est enrichi dans des proportions énormes de la ruine du vieux continent. — (Note de l'éditeur.)

(22) Francis Delaisi : *La démocratie et les financiers*, Paris 1910, p. 44-59.

soit près du liers du patrimoine national américain.

Tels sont les dictateurs du capital financier en Amérique ! Quelque deux cents milliardaires et leurs clients disposent de cette immense richesse et tiennent entre leurs mains toutes les grandes branches de l'industrie !

Cette poignée de magnats du capital financier tient entre ses mains non seulement les destinées de l'industrie nationale de l'Amérique, mais aussi par son intermédiaire une bonne part des destinées du monde. Qu'il nous suffise de rappeler le concours financier décisif prêté par l'Amérique à l'Entente, dès avant son entrée en guerre. Qu'il nous suffise d'indiquer le rôle des milliardaires américains quand l'Amérique entra en guerre.

Tels sont les souverains de tous les gouvernements modernes, tels sont ceux qui décident de la guerre et sont responsables pour les millions de victimes qu'elle a faites !

Il en est ainsi dans tout pays impérialiste. Si par exemple, vous voulez savoir pourquoi la « générale » Italie est entrée en guerre aux côtés de l'Entente, parcourez la liste des directeurs et des actionnaires de la *Banco Commerciale* et vous verrez les noms des capitalistes français ; examinez de plus près les chiffres qui révèlent la dépendance économique de la bourgeoisie italienne vis-à-vis du capital anglais. Là est la cause véritable de l'Alliance de l'Italie avec la France et l'Angleterre ; le désir « d'affranchir les frères de race opprimés » n'y est pour rien.

Nous pouvons désormais dresser le bilan et définir en peu de lignes l'impérialisme contemporain.

Ce faisant nous ne devons pas perdre de vue que l'impérialisme revêt des formes différentes : l'impérialisme anglais n'est pas identique à l'impérialisme allemand. L'impérialisme russe est très différent de ce dernier, etc... Il y a un impérialisme européen, asiatique, américain, blanc et jaune. L'impérialisme japonais est très différent de l'impérialisme français. L'impérialisme russe tient une place à part étant le plus arriéré (on ne peut même plus en dire ; le plus asiatique), le plus « cosaque » et se développant dans un pays économiquement très en retard.

Nous avons pourtant à faire ressortir ce qui nous paraît être essentiellement la caractéristique de l'impérialisme qui donne aujourd'hui le ton à la vie économique et politique du monde, qui fait la pluie et le beau temps, qui décide des destinées du monde.

La formule la plus générale admise jusqu'à présent par la plupart des marxistes dit : *l'impérialisme est la politique* (économique, étrangère ou autre) *du capital financier*. Mais cette définition est insuffisante précisément à cause de sa généralité.

Kautsky a proposé la définition suivante :

« L'impérialisme est le produit d'un capital industriel puissamment développé. Il consiste en la tendance de toute nation capitaliste industrielle à se soumettre et à s'annexer un domaine agricole de plus en plus vaste, quelles que soient les nationalités qui l'habitent (24). »

Mais cette définition n'est pas satisfaisante. Kautsky ne voit qu'une partie du phénomène quand il le ramène tout à la conquête des do-

maines agricoles. L'exposition moderne ne s'y borne pas, l'exportation du capital ne se fait pas seulement dans les pays agricoles. En outre, la définition de Kautsky est trop académique, incolore, trop anémique. Nous n'y voyons pas une allusion au partage du monde entre les grands rapaces capitalistes, par un écho des tempêtes, des guerres, des résolutions, que l'ère impérialiste nous apporte ; nous n'y trouvons pas un mot sur ce fait que l'impérialisme sévit alors que les conditions économiques nécessaires à la réalisation du socialisme existent déjà dans la plupart des pays capitalistes avancés. Sa définition est faible et terne, bien qu'elle contienne des éléments de vérité (25).

Hilferding se rapproche davantage de la définition exacte de l'impérialisme, quand il dit :

« La politique du capital financier poursuit trois sortes de buts : premièrement la création du plus vaste domaine économique qui soit — secondement — être protégé contre la concurrence étrangère par des barrières douanières et devenir de la sorte — troisièmement — domaine d'exploitation pour les monopoles nationaux (*Le capital financier*, p. 495). Hilferding est dans la vérité lorsqu'il parle du « plus vaste domaine économique ». Cette expression est excellente parce qu'elle embrasse la conquête politique directe (annexion prise de possession de colonies) et l'exercice d'une suzeraineté purement économique. Il est aussi dans la vérité quand il mentionne les barrières douanières et les monopoles (trusts et cartels). Tels sont sans nul doute les signes évidents de l'impérialisme.

Mais la définition de Hilferding ne comprend que des termes économiques. Les aspects politiques et autres de l'impérialisme — très importants — y font défaut.

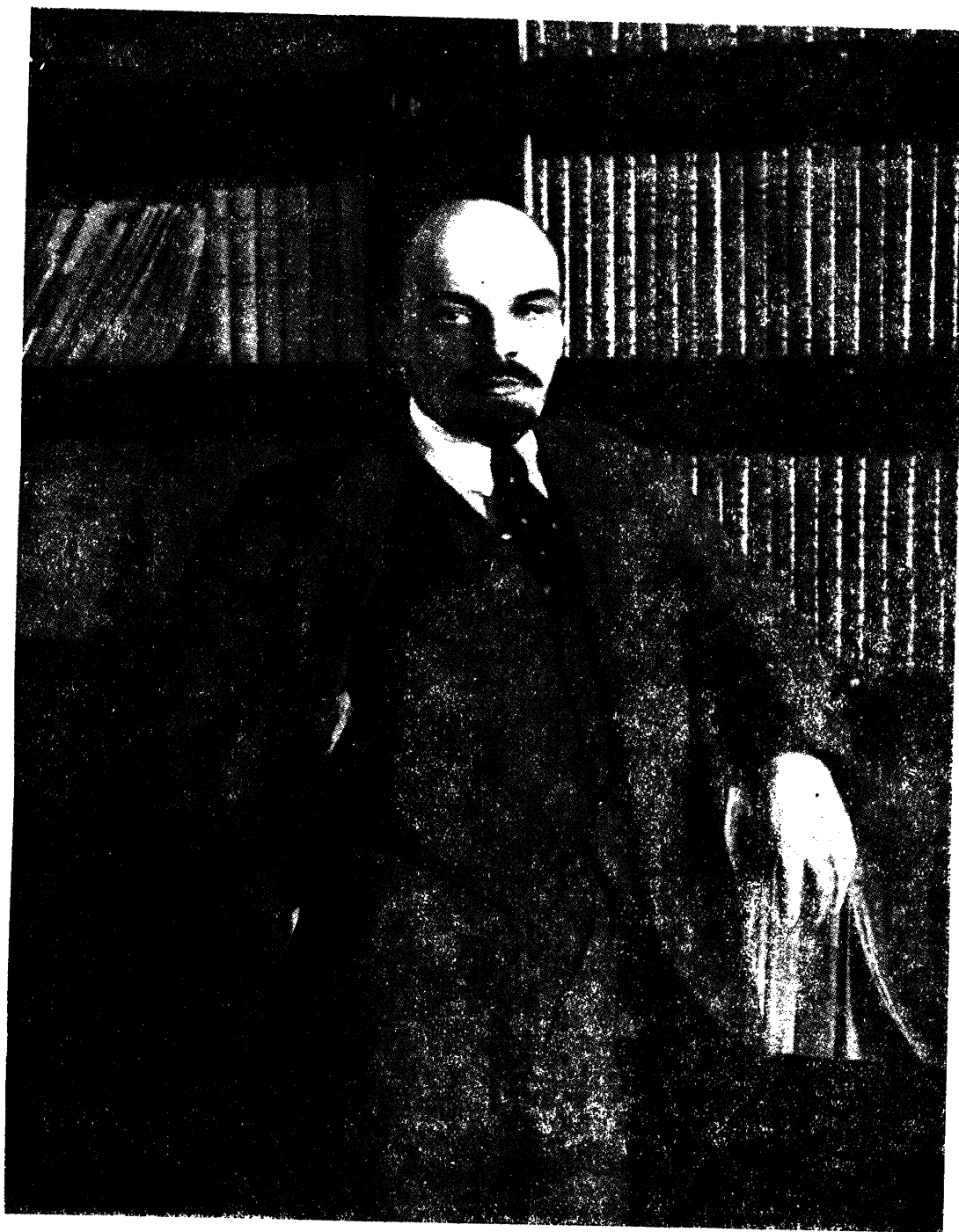
En nous basant sur tout ce qui précède, nous pensons que la définition marxiste de l'impérialisme contemporain pourrait être exprimée dans les termes suivants :

L'impérialisme contemporain est la politique économique sociale du capital financier qui tend à la création des plus vastes domaines d'exploitation et des empires mondiaux. Il est caractérisé par la tendance du protectionnisme à supplanter totalement le libre-échange et à soumettre toute sa vie économique aux grands monopoles, tels que trusts, cartels, consortiums financiers, etc... Il marque le plus haut degré de l'évolution capitaliste, où l'exportation du capital — et non plus celle des marchandises — a le plus d'importance. Il marque l'époque du partage du monde entre plusieurs grandes puissances capitalistes, et celles des luttes pour de nouveaux partages et pour le partage des derniers territoires alors que les conditions économiques nécessaires à la réalisation du socialisme sont déjà réunies dans la plupart des pays avancés et que les cadres de l'état-national entravent le développement ultérieur des forces productrices ; alors que la bourgeoisie cherche à retarder par sa politique coloniale et par des guerres sanglantes, le krach imminent du capitalisme.

G. ZINOVIEV.

(25) Kunow critique aussi cette définition de Kautsky, mais non du point de vue du marxisme ; de celui du social-chauvinisme. L'impérialisme est une « nécessité historique ». Tout ce qui est, est rationnel ; si l'impérialisme est, il est nécessaire, rationnel, progressif. D'où les travailleurs doivent soutenir l'impérialisme de leur patrie.

(24) *Neue Zeit*, XXXII, 2, S. 909. Voir aussi *Nationastat*, p. 15 et les travaux antérieurs de Kautsky.



Lenine

(Vladimir Ilitch Oulianov)

Président du Conseil des Commissaires du Peuple de Russie

Les Universités Ouvrières et Paysannes en Russie Soviétiste

L'UNIVERSITÉ COMMUNISTE J. M. SVERDLOV, A MOSCOU

I

L'Université Communiste J.-M. Sverdlov (ou Ecole supérieure du Parti) de Moscou est l'une des conquêtes du prolétariat auquel la révolution d'octobre a donné la possibilité d'édifier ses écoles nouvelles, purement ouvrières.

Malgré sa fondation récente et les grandes difficultés d'une période de guerre civile et de désorganisation économique, le prolétariat a montré par l'exemple de cette école ce que pourront faire les travailleurs sitôt qu'ils se trouveront dans des conditions d'existence tant soit peu favorables.

L'Université Communiste naquit des Cours d'agitation et de propagande organisés près le Comité Central Exécutif panrusse des Soviets, en juin 1918, sur l'initiative du président du C.C.E., le camarade J.-M. Sverdlov.

Organisateur remarquable, il comprenait bien que le prolétariat, s'étant emparé du pouvoir, devait tirer immédiatement parti de toutes les ressources qui s'offraient à lui, et s'il voulait affermir et élargir ses conquêtes, se servir tout d'abord de l'école.

J.-M. Sverdlov, d'autre part, comprenait tout aussi nettement que la vieille école bourgeoise ne peut pas servir au prolétariat.

Il se rendait compte que l'on ne pouvait pas, non plus, attendre que le Commissariat de l'Instruction populaire vienne à bout du sabotage des professeurs, élabore de nouveaux programmes d'enseignement, etc. Attendre n'était pas possible : dans les coins les plus reculés de la province, on demandait des militants, des hommes capables de diriger la révolution communiste et d'édifier la vie nouvelle.

Les cours d'agitation et de propagande eurent pour but d'instruire rapidement des militants ouvriers, de leur donner, sur les questions actuelles les plus pressantes, les directives essentielles, afin qu'il soit possible de leur confier des postes de commissaires, de mandataires, de représentants du gouvernement des Soviets.

Le plus grand nombre des auditeurs était, pour cette raison, fourni par les ouvriers des centres, la durée des cours était très courte — deux semaines — le programme des travaux et le personnel enseignant variaient avec les circonstances.

L'impossibilité de donner en un laps de temps aussi bref un enseignement tant soit peu complet, tant soit peu approfondi, contraignit dès lors les directeurs de ces cours à en prolonger la durée ; la première promotion (200 élèves) sortit de l'école en juin 1918 ; la seconde, entrée en juillet, dut suivre le cours pendant trois semaines.

Les maires furent ainsi contraints de prolonger, après chaque nouvelle promotion, la durée des cours.

Pendant cinq mois, il fallut sans cesse prolon-

ger la durée des cours et le nombre des auditeurs ; et si, au début, les travaux s'étaient poursuivis sans programme et sans plan définis, il fallut bientôt élaborer l'un et d'autre, bien incomplètement sans doute, mais avec netteté.

Le premier directeur des cours, le camarade G.-I. Théodorovitch, membre du C.C.E., avait dû inviter des conférenciers au hasard des circonstances et, pour l'enseignement pratique, des militants connus pour leur talent d'organisateurs, des Commissaires du peuple, des vieux militants du parti. Le second directeur des cours, C.-I. Kanatchikov, entré en fonctions le 1^{er} décembre 1918, se mit derechef à élaborer les plans et les programmes de l'école.

Comme c'est dans les petites villes (chef-lieux d'arrondissements) et dans les campagnes que les militants communistes et soviétistes étaient le plus nécessaires, plans et programmes furent élaborés de manière à les préparer dans le délai le plus court à l'action en province.

Le programme fut donc divisé en deux cycles de leçons : celui des communes rurales et celui des arrondissements.

En janvier 1919, ces cours deviennent l'Ecole des Militants soviétistes ; à la même époque, les cours de six semaines (cycle des communes rurales) fournissent une promotion de 341 personnes ; les cours dans les arrondissements s'ouvrent en mars et se terminent en mai. 450 ouvriers et 300 jeunes camarades des Unions de la Jeunesse y ont reçu l'enseignement.

En mars 1919, au VIII^e Congrès du Parti Communiste russe, la question d'une Ecole du Parti qui serait attachée au Comité Central est posée par des délégués de province ; le Congrès charge le Comité Central nouvellement élu d'organiser cette école et décide, vu le manque de personnel enseignant (la plupart des militants en vue étant au front), de transformer l'Ecole des Militants soviétistes en Ecole centrale du Travail dans le Parti et dans les Institutions soviétistes.

Un nouveau plan fut élaboré, que l'on peut résumer comme suit : l'Ecole se divise en deux sections : celle des Institutions soviétistes et celle du Parti. La première dépend du Comité Central exécutif panrusse des Soviets ; la seconde, du Comité Central du Parti. Un cours théorique est commun aux deux sections ; les étudiants de la section des Institutions soviétistes forment des sous-sections par commissariats (guerre, agriculture, justice, etc.).

Instruits des généralités théoriques en même temps que les militants du Parti les auditeurs de la section des Institutions soviétistes devaient, dans leurs sous-sections spéciales, étudier tout particulièrement telle ou telle branche de l'œuvre d'édification soviétiste, afin d'être à même d'appli-

quer et d'expliquer sur place, dans les provinces, les initiatives prises au Centre.

En mai 1919, V.-I. Nevsky (membre du Comité Central exécutif des Soviets), fut chargé de la direction de l'Ecole et revisa de nouveau le programme.

Les auditeurs du nouveau cycle d'études — mille personnes — suivirent de juin à octobre un cours complet de trois mois. L'Ecole organisa, en outre, des cours abrégés pour les cosaques, faits prisonniers par l'armée rouge (248 hommes), pour les soldats rouges envoyés par l'Administration politique du Conseil militaire révolutionnaire de la République (200 hommes), pour les Coopérateurs (166 hommes), pour les baschkirs, etc. La plupart de ces étudiants partaient ensuite pour les fronts où se décidait le sort de la Russie des Soviets.

On peut dire hardiment que, de juin 1918 à janvier 1920, c'est-à-dire en 18 mois d'existence, des 4.500 étudiants qui ont passé par l'école, 3.000 ont été envoyés au front, dans les rangs de l'armée rouge.

On peut affirmer, sans craindre d'exagérer, que les auditeurs de l'Université Communiste J.-M. Sverdlov, de même que les élèves des autres Ecoles soviétistes (comme celles de Pétrograd) et que les communistes, d'une façon générale, entrant dans l'armée rouge, ont contribué à la cimenter par leur vaillance, par leur dévouement à la cause ouvrière, par leurs exploits et souvent par leur sacrifice ; et qu'ils lui ont donné la victoire, immortalisant ainsi l'armée rouge sur les champs de bataille des environs de Pétrograd, de la Volga, du front Sud.

C'est pendant les travaux du cycle d'études juin-octobre 1919 que l'Ecole centrale du Travail dans le Parti et dans les Institutions soviétistes reçut le nom d'Université Communiste J.-M. Sverdlov ; plans et programmes d'études furent une nouvelle fois remaniés.

Avant d'indiquer les raisons de ce changement, il nous paraît indispensable de nous arrêter sur les résultats de l'expérience effectuée au moyen de cette école, de juin 1918 à octobre 1919, par le gouvernement des Soviets.

II

L'Expérience de l'Université Communiste considérée comme une forme nouvelle de l'Ecole prolétarienne

L'idée d'une véritable école supérieure prolétarienne était certainement à la base de tous les projets du Commissariat de l'Instruction populaire.

Les programmes de l'Ecole du Travail (primaire) et ceux des écoles du second degré sont tels que les programmes entièrement neufs d'une école prolétarienne supérieure en découlent logiquement.

Nous savons, d'autre part, que cette école prolétarienne supérieure s'édifie : les facultés ouvrières des Universités, l'Académie socialiste, etc., donnent corps, pratiquement, à la nouvelle conception socialiste de l'enseignement.

Outre ces efforts de l'Etat, des tentatives ont été faites pour créer une institution tout à fait nouvelle, l'Université prolétarienne, dont le camarade Bogdanov a été le principal initiateur.

Sans entrer dans les détails et sans faire de polémique à ce sujet (ce qui nous entraînerait trop loin, car nous aurions à discuter certaines idées originales émises par le camarade Bogdanov, auteur de la *Science organisatrice générale*), indiquons ici que les tentatives de fonder une Université prolétarienne sans faire appel aux forces com-

munistes dont le gouvernement des Soviets dispose ont subi un échec.

Les causes de cet échec sont parfaitement élucidées par les organisateurs de l'Université prolétarienne.

Dans son article sur l'Université prolétarienne *La Culture prolétarienne*, numéro 5, pages 15 et 16), le camarade Bogdanov considère comme les plus importantes de ces causes : 1° que cette entreprise n'était pas le fruit d'un travail collectif et ne fut pas menée par une collectivité ; 2° que « la composition de l'auditoire ne fut pas prolétarienne dans la majorité des cas » ; 3° et, enfin, que les conditions d'existence étaient terriblement défavorables (famine, guerre civile, etc.).

On ne peut douter que les deux premières causes aient été les plus importantes ; car les « conditions d'existence terriblement défavorables », le froid, la faim, l'envoi prématuré des étudiants aux fronts, subsistaient lors de la création de l'Université Communiste.

L'Université Communiste vit pourtant et se développe et, chose remarquable, se développe précisément en partant des cours abrégés d'agitation vers le type d'une nouvelle école supérieure prolétarienne.

Ceci, parce que l'absence de travail collectif et la composition non-prolétarienne des auditoires, sont des défauts que ne connaît pas l'Université Communiste.

Qu'il en soit réellement ainsi, les statistiques de l'Université (janvier 1919 à janvier 1920) nous l'attestent ; elles datent précisément du jour où l'Ecole des Militants soviétistes, dont les cours n'étaient pas permanents, se transforma en établissement d'enseignement permanent dont les cours furent relativement prolongés.

Sur les 2.500 personnes qui, en 1919, suivirent les cours de l'Ecole (notons ici que pendant un semestre de 1918 les cours d'agitation et de propagande eurent près de 2.000 auditeurs auxquels leur appel sous les drapeaux ne permit pas d'achever même les courts travaux inscrits au programme), nous possédons 2.217 enquêtes détaillées.

Elles donnent sur la composition sociale de l'auditoire les renseignements suivants :

Sur les 341 élèves qui, en janvier 1919, suivirent les cours de la section des Communes rurales, 325 (soit 95,3 %) ont indiqué leur profession. Elles se répartissent comme suit :

	Pour cent
Ouvriers	141 — 43,38 %
Paysans	96 — 29,54 %
Professions libérales	88 — 27,08 %
	325 — 100,0 %

La composition de l'auditoire apparaît plus nettement encore d'après les données sur la condition sociale des élèves.

Sur les 341 élèves, il y avait :

	Pour cent
98 petits-proprétaires, soit	28,7 %
243 non-proprétaires	71,3 %
	100,0 %

Des 464 auditeurs de la section des arrondissements, qui sortirent de l'école en mars 1919, 344 ont répondu à l'enquête :

Nous trouvons ainsi :

	Pour cent
Ouvriers	44 %
Professions libérales	20 %
Paysans	25 %

Quant à la condition sociale des 464 auditeurs elle est :

		Pour cent
Prolétaires	308	66,38 %
Petits-propriétaires	156	33,62 %
	464	100,0 %

Les 998 élèves sortis en novembre se répartissent comme suit :

		Pour cent
Ouvriers	529	52,9 %
Agriculteurs	158	15,8 %
Professions libérales	311	31,3 %
	998	100,0 %

Dont :

		Pour cent
Non-propriétaires	883	88,5 %
Petits-propriétaires	115	11,5 %

Les 166 élèves du cours spécial de coopération, sortis de l'école en février 1920, sont :

		Pour cent
Ouvriers		50,6 %
Paysans		3,6 %
Professions libérales		45,8 %
Non-propriétaires		90,40 %
Petits-propriétaires		9,6 %

Ces diverses données réunies nous donnent le tableau suivant :

Promotions de	Ouvriers.	Paysans.	Profess'os libérales.	Non-propriétaires.	Petits-propriétaires.	Hommes	Femmes.	Grands-russiens.	Nombre de sortants
Janvier 1919.	43,78	29,54	27,08	71,9	28,7	94,1	5,8	—	341
Mars 1919	44,0	25,0	20,0	64,44	33,62	95,0	5,0	—	464
Octobre 1919.	52,9	15,8	31,1	88,5	11,5	95,7	14,1	72,5	998
Février 1920.	50,6	3,1	45,8	90,4	9,6	81,6	18,7	88,4	166

Ce tableau montre l'augmentation à chaque réouverture des cours du nombre des ouvriers, au début de l'année, leur nombre était moindre que la moitié du nombre total ; en mars, légère augmentation ; lors des cours importants d'octobre, ils sont presque 53 % et plus de la moitié au cours de coopération. Les ouvriers constituent donc, à l'Université Communiste, l'élément dominant ; et, il s'agit de prolétaires non-possédants comme nous l'indique la quatrième colonne qui précise quel élément vient nous demander l'enseignement : ouvriers, petite ou moyenne bourgeoisie des villes, d'une façon assez générale prolétaires sans avoir, vivant de leur travail personnel. Le nombre des auditeurs non-possédants s'accroissait à chaque réouverture des cours et il n'y avait plus en janvier 1920 que 10 % d'élèves petits-propriétaires.

Le nombre des paysans propriétaires fréquentant l'école diminuait de façon correspondante ; il s'élevait à peu près au tiers au début de 1919 ; mais, à chaque nouvelle entrée d'élèves, il décroissait, ce qui s'explique et par le retour des paysans dans les campagnes et par d'autres causes (notamment la mobilisation).

Les chiffres qui montrent l'attraction exercée par l'école sur les travailleurs des villes, voisins du prolétariat, employés, garçons de bureaux, etc., classés dans nos statistiques sous la rubrique « professions libérales » sont dignes d'intérêt.

Plus intéressants encore les chiffres montrant l'accroissement du nombre des auditrices ; elles

ne représentaient fin 1919 que 6 % ; elles étaient déjà au début de 1920, à la quatrième réouverture des cours, 18,7 %. Ainsi, le nombre des étudiantes s'était sensiblement accru, en même temps que diminuait le nombre des élèves originaires de la campagne ; ce n'est là qu'une conséquence de l'accroissement remarquable de l'activité sociale de la femme dans la Russie des Soviets.

Les données concernant la composition sociale et professionnelle de l'auditoire témoignent avec évidence : 1° de la composition purement prolétarienne de l'Université Communiste ; 2° de l'attraction qu'elle exerce sur le prolétariat le plus avancé (commis, textiles, petits employés, tailleurs) en même temps que sur les ouvriers qualifiés ; 3° de l'augmentation croissante du nombre des auditrices.

Le caractère politique de l'auditoire de l'Université Communiste est indiqué par le tableau suivant (pourcentage) :

	Neutres	Divers partis	Communistes.	Symp. Memb.	Total
Janvier 1919	5,5	9,0	16,4	68,9	85,3
Mars 1919	8,14	—	5,3	82,6	87,9
Octobre 1919	34,4	1,2	16,2	48	65,0
Février 1920	9,1	—	31,9	59,0	90,9

L'écrasante majorité des auditeurs est ainsi communiste (membres du parti ou sympathisants) ; les chiffres montrent, d'ailleurs, l'augmentation, à chaque réouverture des cours, du pourcentage des communistes, la décroissance des « neutres » et la disparition totale des représentants des autres partis.

Remarquons, dans le dernier tableau, les chiffres de la troisième ligne qui permettent de constater la diminution du nombre des communistes et l'augmentation de celui des « neutres » pour la période qui s'étend d'octobre 1919 à février 1920 ; ce fait s'explique de lui-même si l'on veut bien se souvenir que la troisième réouverture des cours (octobre) se prépara en juin et août, au moment où commençait l'offensive des blancs et où les organisations devaient mobiliser presque tous les militants occupant des postes de confiance.

Comme on le voit, d'après les chiffres que nous avons en mains, la majorité écrasante des auditeurs est, de façon ou d'autre, absorbée par le travail d'éducation de la société nouvelle ; plus de la moitié d'entre eux travaille dans les institutions soviétistes et la participation de nos élèves au travail des syndicaux suit une courbe ascendante.

Les renseignements que nous possédons sur l'âge et sur la situation de famille des auditeurs montrent que les jeunes gens ne sont pas les seuls à venir à l'Université ; des camarades âgés, des pères de famille d'esprit positif qui, sous le régime tsariste et bourgeois, n'avaient aucune possibilité de s'instruire, viennent à nous, désireux de rattraper le temps perdu.

Les trois quarts au moins des étudiants ont reçu la préparation insignifiante que leur a donnée l'école primaire de l'autocratie ; en d'autres termes, ils ne savent que lire et écrire.

50 % n'ont passé par aucune école et ont appris eux-mêmes la lecture et l'écriture.

Pourtant, les auditeurs possédant une instruction moyenne restent assez nombreux (plus de 16 %) et le chiffre de ceux qui possèdent une instruction supérieure s'accroît.

Ce fait étonne un peu, l'Université ne recevant pas en principe les personnes possédant une instruction supérieure. Il a fallu admettre à cette règle diverses exceptions en faveur de nombreux camarades, spécialistes techniciens de telle ou

telle branche d'industrie, récemment entrés dans le parti, ayant donné au gouvernement des Soviets des preuves de leur dévouement mais absolument ignorants, à leur grande honte, en matière de socialisme et de sciences sociales.

Leur refus de suivre le cours du camarade Lénine sur les principes de la Constitution soviétique, ou celui de Boukharine sur l'économie politique, et, d'une façon générale, d'étudier sommairement l'histoire de notre parti, les détails de notre programme, — c'eût été prendre une responsabilité que n'a pas voulu accepter le Conseil d'études.

L'Université admit, en organisant pour eux des cours spéciaux abrégés, quatre groupes de cosaques, pour la plupart originaires du front oriental.

Ces élèves-cosaques, le plus souvent déserteurs des armées blanches, « cherchaient, comme l'expose le camarade Kohn, organisateur de ces cours spéciaux, à se rendre compte des événements auxquels ils avaient participé et avaient un état d'esprit nettement révolutionnaire — qui n'empêchait pas (surtout dans les premiers temps) l'antisémitisme de prospérer dans leur milieu ».

Toutes les données que nous possédons sur la composition de nos auditoires nous permettent de tirer les conclusions suivantes : 1° la composition de l'auditoire, à l'Université Communiste J.-M. Sverdlov, est prolétarienne ; 2° à chaque réouverture des cours, l'Université accueille une nouvelle « vague » de prolétaires recrutés dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière ; 3° le nombre des auditeurs s'accroît ; 4° l'écrasante majorité des auditeurs appartiennent au Parti communiste ou sympathisent avec lui ; 5° à en juger par leur âge, ils se recrutent dans la fleur du prolétariat, parmi les hommes parvenus à la maturité de leur vigueur et de leur santé ; 6° au point de vue de l'instruction, la grande masse des élèves sont des primaires ; — dans un certain nombre de cas, ils ont reçu une certaine instruction moyenne.

III

Programme et méthodes d'enseignement

Comme nous l'avons déjà dit, il n'y avait pas, en 1918, lors de la fondation des cours d'agitation et de propagande dont l'Université Communiste devait résulter, de programmes et de méthodes d'étude arrêtés. Il n'y avait pas, de même, de personnel enseignant fixe.

L'organisation de ces cours avait été nécessitée par les besoins du moment ; la province exigeait des militants ; il en fallait pour les campagnes, au front, dans les coopératives, dans les syndicats ; il fallait des hommes pour le combat, sachant les mots d'ordre ; il fallait des hommes de confiance, des commissaires, des émissaires, des fondés de pouvoir pour appliquer sur place les ordres du centre, les instructions, les décrets.

Faire connaître ces instructions et ces décrets de même que l'essentiel de la politique du centre ; donner aux camarades une arme, momentanée sans doute, mais bien affilée, telle était la tâche des cours d'agitation et de propagande.

On concevra qu'ils n'eussent dans ces conditions ni programme mûrement réfléchi, ni méthode d'enseignement, ni personnel enseignant permanent.

Il est vrai qu'à la fin de 1918, feu J.-M. Sverdlov, alors président du Comité Exécutif central des Soviets, enjoignit à tous les Commissaires du peuple d'élaborer à brève échéance un cours concernant leur commissariat et d'en assumer la lecture. Mais on comprendra que le résultat fut

minime ; les leçons gardèrent leur caractère occasionnel (1).

Ce ne fut que six mois plus tard, quand le camarade C.-I. Kanatchikov (membre du C. C. E.) devint directeur des cours, qu'un programme fut pour la première fois élaboré.

La vie elle-même obligea d'abord à prolonger la durée des cours et ensuite à élaborer un programme.

Comme c'était surtout la campagne qui avait besoin de militants, le programme des cycles dits « rural » et « d'arrondissement » fut l'objet des premiers travaux.

Il n'était encore question d'aucun plan d'ensemble des études.

L'expérience montra tout de suite qu'il n'était pas possible de conserver les méthodes et les habitudes de l'école bourgeoise.

Et tout d'abord, l'ancienne méthode des lectures apparaissait tout à fait inadéquate à ces grands auditoires ouvriers qui exigeaient des méthodes et des procédés plus intelligibles et pratiquement plus faciles à saisir.

Le programme n'en tenait pas compte. Un professeur venait ; il lisait pendant une heure ou deux, il lisait parfaitement bien ; l'auditoire écoutait... Comprendait-il ? Voilà ce qu'il n'était pas possible de vérifier.

Dans les meilleurs des cas, le lecteur — s'il s'agissait d'un vieux militant du parti — se souvenant de son ancienne expérience des groupes ouvriers clandestins suscitait une discussion après la leçon ; et c'était tout.

Les cours avaient pourtant leur utilité ; les lecteurs conversaient avec leurs élèves et comme la plupart des sujets traités concernaient le gouvernement des Soviets, la pratique de tous les jours obligeait le personnel enseignant à réfléchir à sa tâche.

Le travail commencé en mars exigea déjà une réforme totale des méthodes d'enseignement ; la décision prise par le Comité Central de former une école du Parti imposait l'élaboration d'un plan.

Le Conseil d'études se mit à l'œuvre après la sortie des élèves entrés en mars.

L'école fut divisée en deux sections : celle des institutions soviétistes et celle du Parti.

Un cours théorique est commun aux deux sections. Il embrasse l'histoire des relations économiques, la science économique (autrefois appelée économie politique), le socialisme scientifique, l'histoire du mouvement ouvrier dans les pays de l'Europe occidentale, l'histoire du mouvement ouvrier russe, l'histoire de la révolution en Europe, l'histoire du Parti Communiste russe, l'étude du Programme du Parti, de la Constitution soviétiste, de la question agraire et du mouvement agraire en Russie.

Les cours se divisent ensuite, à peu près au moment où s'achève la moitié du cours commun, une section étudiant pratiquement les institutions soviétistes et l'autre approfondissant l'œuvre du Parti.

La section des institutions soviétistes devait donc se diviser en autant de sous-sections qu'il y a de commissariats.

Pour concevoir combien les nécessités pratiques nous firent modifier les tâches que d'abord nous nous imposions, il suffit de comparer le programme des premiers temps avec celui qui fut élaboré cinq ou six mois après l'ouverture de l'école.

(1) L'auteur de ces lignes fut ainsi chargé d'un cours sur la religion bien qu'il fut par sa fonction appelé à s'occuper des transports.

Le programme primitif des cours de deux semaines était le suivant :

1° La lutte des classes ; 2° développement du capitalisme, impérialisme, guerre, révolution ; 3° dictature de la bourgeoisie, dictature du prolétariat, parti ; 4° question agraire ; 5° ravitaillement ; 6° la nationalisation de l'industrie, du commerce et des banques ; 7° l'armée rouge ; 8° l'organisation du gouvernement des Soviets.

Mais les organisateurs des cours se rendaient compte, dès le début, qu'en se bornant à remplir une tâche aussi étroite que celle d'instruire aussi hâtivement des militants sur les questions d'actualité, il était impossible — et pourtant nécessaire — de donner aux Soviets de province des instructeurs expérimentés. A cette fin, « le quart d'un cours de trois mois devait être consacré aux questions théoriques et les trois autres quarts aux leçons et à l'enseignement pratique concernant l'œuvre constructive de l'Etat socialiste »

Le nouveau programme du cours trimestriel fut le suivant :

1° Le travail et le capital. Histoire de la lutte des classes. — 2° L'impérialisme et la guerre. — 3° Le parlementarisme et la dictature de la bourgeoisie. — 4° La dictature du prolétariat et les Soviets. — 5° Socialisme, Anarchisme et Communisme. — 6° L'opportunisme, hier et aujourd'hui. — 7° L'œuvre constructive soviétiste. — 8° La socialisation de la terre. — 9° La question du ravitaillement. — 10° La nationalisation de l'industrie et des banques. — 11° Le contrôle ouvrier et l'obligation du travail. — 12° Les finances (la trésorerie) de la République des Soviets. — 13° L'armée rouge et l'armement des ouvriers. — 14° Les Soviets et l'instruction populaire. — 15° L'Eglise et l'Etat. — 16° La question nationale. — 17° La paix de Brest-Litovsk et nos tâches. — 18° Le Conseil supérieur de l'Economie populaire. — 19° La Coopération. — 20° Les transports. — 21° La prévoyance sociale. — 22° L'Internationale.

Comme on le voit, il n'est pas question en réalité d'un plan d'études et chaque leçon est brûlante d'actualité.

« La paix de Brest-Litovsk et nos tâches ». — « L'Armée rouge et l'armement des ouvriers », — ces questions étaient de celles auxquelles il fallait répondre sans tarder, sans équivoques, sans dérobades, et qu'il importait de trancher pratiquement sur l'heure.

On voit dans les instructions concernant les cycles des communes rurales et d'arrondissements, un essai de plan d'études (février 1919).

Ces instructions divisaient tous les travaux en deux parties : un cycle de trois mois (cycle d'arrondissement), — et un autre, sensiblement abrégé, celui des communes rurales.

Le cours trimestriel comportait 226 heures de leçons théoriques ayant un caractère général et 400 heures de travaux pratiques spéciaux sur l'œuvre d'édification soviétiste dans le domaine précis de chaque commissariat.

Ce programme comprend déjà un cours de socialisme scientifique (18 h.), — un cours d'Histoire du Mouvement Ouvrier (24 h.) et d'Histoire du Parti Communiste (24 h.) qui faisaient défaut dans les premiers programmes.

L'expérience nous avait en effet démontré qu'il ne suffisait pas au militant de savoir tenir un fusil, mais qu'il fallait aussi qu'il connût l'histoire de son parti et ne fût pas complètement « illettré » en matière de philosophie.

Ces « Instructions » sur l'Ecole indiquaient déjà que « l'enseignement des cours généraux a pour but de donner aux ouvriers et aux paysans l'instruction communiste élémentaire qui est la base indispensable de toute participation consciente au

travail soviétiste ». A la sortie de l'école, les militants étaient supposés devoir devenir secrétaires ou présidents de Comités Exécutifs des Soviets, des Soviets mêmes, des Comités, des Administrations, — ou encore directeurs d'entreprises, instructeurs, agitateurs et propagandistes.

Pour les préparer à des postes aussi importants, nous considérons comme indispensable de leur faire suivre un cours théorique général suivi de deux mois de travaux pratiques dans tel ou tel domaine.

Ici encore l'expérience nous corrigea en nous montrant la nécessité d'une spécialisation plus grande, large, tout d'abord dans les deux grands domaines de l'action — celui du Parti, celui des Soviets — puis plus étroite dans les branches spéciales de ces deux domaines.

C'est ce qui fit élaborer en mai 1919 un nouveau programme d'études comportant une plus grande spécialisation dans les détails et plus de travaux pratiques.

Les auditeurs des deux sections (Institutions Soviétistes et Parti) devaient suivre un cours théorique commun de 240 heures et devaient en outre opter pour un travail soviétiste ou communiste défini.

La section des institutions soviétistes se divisait ensuite en neuf sous-sections qui s'occupaient des différentes questions ayant trait à l'organisation de l'Etat. Les cours de chacune de ces sous-sections (Economie populaire, travail, transports, etc.) prenaient 160 heures ; l'étudiant passait ensuite à l'une des 19 sections d'études pratiques du travail soviétiste.

120 heures étaient réservées à chacune de ces sections ; l'étudiant devait fréquenter les commissariats, étudier leur tenue de livres, leur mécanisme et son fonctionnement ; il devait par son travail même dans l'un des commissariats faire l'apprentissage de sa fonction ultérieure.

Les étudiants de la section du parti se subdivisaient en trois groupes : groupe de la presse, groupe d'agitation et de propagande et groupe d'organisation.

Les tâches de ces sections sont claires : elles doivent préparer les journalistes, les agitateurs et les organisateurs du parti. 120 heures de travaux exclusivement pratiques étaient consacrées à chacune.

Afin d'en donner une idée plus complète, arrêtons-nous un moment sur la section d'agitation et de propagande.

12 heures y étaient consacrées à la théorie et 120 heures aux exercices pratiques.

En douze leçons, les instructeurs faisaient un cours sommaire du développement de l'art oratoire, surtout dans les temps modernes, en France, en Allemagne, en Russie ; ils produisaient des fragments des discours les plus remarquables des orateurs révolutionnaires et soumettaient à une critique — particulièrement intéressante et vivante — les discours des orateurs russes actuels, des camarades Lénine, Trotsky, Zinoviev, Lunatcharsky, Kollontaï, etc.

Ils exposaient ensuite la structure du discours, les méthodes d'agitation, les conditions variées dans lesquelles il peut arriver de travailler, les milieux (fabrique, usine, village, masse ouvrière ou paysanne, femmes, jeunes gens, soldats rouges) dont la composition est capitale pour l'agitateur.

Dès ce moment, les étudiants étaient mis dans l'obligation de faire preuve d'initiative personnelle ; ils analysaient eux-mêmes les discours des anciens orateurs, ils appréciaient d'un point de vue critique ceux des nôtres, ils recherchaient les causes de leur succès ou de leur insuccès et se préparaient ainsi à parler à leur tour..

Les travaux pratiques de la section d'agitation (divisée en trois groupes de 30 à 40 personnes) s'accomplissaient comme suit : les étudiants se choisissaient eux-mêmes des sujets à approfondir et les préparaient pour ensuite prendre la parole devant leur groupe.

Ce faisant, l'un avait pour tâche d'exposer par exemple la question de « l'Antisémitisme et du Parti Communiste » devant un auditoire supposé de paysans illettrés ; un autre se préparait à parler devant des ouvriers, un troisième devant des ouvrières. — Les auditeurs passaient ce discours au crible de la critique, recherchant d'abord s'il correspondait bien à la mentalité du milieu auquel il était destiné, ensuite la valeur de son contenu, et indiquant enfin les insuffisances de forme. Les moyens des orateurs, gestes, etc., subissaient le même examen critique.

Les meetings organisés pour l'école entière par les soins de la section d'agitation constituaient le second degré des cours. Chacun pouvait y prendre la parole. D'ardentes discussions s'y soulevaient. — Les sujets à traiter étaient naturellement affichés à l'avance.

Les étudiants participaient enfin aux réunions ouvrières de Moscou et aux diverses campagnes de propagande organisées par le Parti Communiste.

C'est ainsi qu'ils prirent une part active à l'organisation de la Tournée de Propagande soviétique.

Leurs interventions à la tribune, il va de soi, ne furent pas toujours heureuses ; mais à chaque nouvelle occasion, les succès augmentaient ; les témoignages des organisations qui bénéficiaient du concours des étudiants en font preuve.

Faisons remarquer que nos élèves-propagandistes dès le moment où ils se formaient en groupes d'études pratiques, prenaient en mains tout leur propre enseignement ; ils élisaient, entre eux, un président chargé de diriger leurs réunions ; ils désignaient le secrétaire chargé de rédiger les procès-verbaux et l'instructeur du groupe participait à ses travaux au même titre que les autres membres, ne faisant sentir sa compétence que par ses remarques et ses conseils.

Cette façon de faire donna bientôt des résultats brillants. Nous citerons ici l'opinion d'un correspondant du *Manchester Guardian*, d'autant plus intéressante que l'auteur, pédagogue bourgeois, assurément loin d'être communiste, a suivi lui-même les travaux de l'école. Il assista aux réunions du cercle d'études rurales, au moment où l'on y débattait la question agraire. Voici ce qu'il en dit (nous traduisons d'après le compte rendu sténographique de son speech) : « L'orateur remercie tout d'abord les assistants pour l'accueil si cordial qui lui a été fait. Il n'avait pas l'intention de prendre ici la parole, mais cet accueil l'y invite de la meilleure façon. Pour parvenir en Russie, il lui a fallu surmonter de bien grandes difficultés ; mais tout ce qu'il y a vu est en contradiction avec ce que l'on écrit sur la Russie en Angleterre et dans les autres pays de l'Europe. La richesse et l'organisation de notre système d'enseignement l'ont étonné ; à cet égard, la Russie a fait plus que les pays cultivés capitalistes. Il est qualifié pour émettre cette appréciation, étant lui-même pédagogue. Au cours de son séjour en Russie, il s'est pénétré de respect pour la révolution et, plus particulièrement, pour le communisme. Il s'étonne de nous voir étudier le travail dans les campagnes, alors que l'on s'imagine à l'étranger que les campagnes russes sont, à l'égard de la révolution, entièrement passives. Tout ce qu'il a vu en Russie, il le dira aux travailleurs anglais par l'intermédiaire des organes de leurs partis et des grands journaux. »

Cette appréciation nous intéresse d'autant plus qu'elle concerne précisément la méthode appliquée

pour la première fois à l'Université J. M. Sverdlov. L'auteur était à ce moment sous l'impression des débats entre nos élèves sur le travail communiste dans les campagnes.

Les autres sections des institutions soviétistes travaillaient à peu près de même.

Le programme des études de la dernière session de 1919 comportait également divers travaux à effectuer en groupes ordinaires et groupes spéciaux.

Les groupes ordinaires sont de 30 à 40 élèves. Tous les élèves en font partie. Ils sont dirigés par des instructeurs expérimentés.

De la sorte, chaque cours se répète dans les cercles, cette fois par le travail et selon l'initiative des élèves.

Les groupes spéciaux sont formés de volontaires qui s'intéressent à des questions spéciales.

Ils travaillent de façon tout à fait autonome. Les élèves eux-mêmes étudient les questions, font des causeries, discutent. Les instructeurs ne sont que des camarades plus expérimentés qui apportent le concours de leur savoir. Malheureusement, leur petit nombre n'a pas permis de généraliser suffisamment ce mode de travail.

D'une façon générale, notre personnel enseignant était très restreint : il ne comptait que 8 personnes.

Il n'y avait pour ainsi dire pas de professeurs attirés ; les conférenciers, toujours accablés de travail, ne venaient qu'assez irrégulièrement ; le Comité Central du Parti les envoyait au front ; il leur arrivait d'interrompre leurs cours, de ne pas pouvoir assister aux discussions, etc.

Ils n'étaient pas toujours à la hauteur de leur tâche. Une enquête faite parmi les élèves nous a donné à ce sujet des renseignements précieux qui nous permettront, à l'avenir, d'éviter certaines fautes.

En résumé, l'expérience des dernières sessions nous a donné des résultats importants. Nous allons brièvement les examiner.

IV.

L'Expérience d'une année de travail

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'un des premiers résultats acquis ce fut la condamnation du système des leçons orales.

Elles furent le plus souvent insuffisantes pour l'auditoire de l'Université Communiste.

Les lecteurs ne savaient pas toujours présenter leur sujet de façon assez populaire ; ils ne réussissaient pas à en combiner les parties d'une façon vivante, à conserver l'attention de leur auditoire ; ils ne provoquaient pas toujours des discussions.

Les leçons ont fait leur temps ; pour l'étude des sciences sociales, elles doivent être remplacées par des démonstrations, par des discussions, par les travaux des groupes ordinaires ou spéciaux.

Notre expérience nous fit concevoir ensuite la nécessité de créer des cadres d'instructeurs assez nombreux et assez compétents pour la direction des travaux de groupes.

Mais où trouver des instructeurs capables de diriger 50 à 60 groupes ?

Le parti n'avait guère de forces disponibles ; les meilleures étaient au front.

Il n'y avait qu'une solution naturelle à cette question : trouver parmi les élèves les éléments de ces cadres.

Le Conseil d'Etudes décida donc de conserver à l'école les cinquante meilleurs élèves, afin qu'ils approfondissent leurs études et pussent à la session suivante se charger de l'organisation des nouveaux élèves et de la direction de leurs cercles.

Ce qui fut fait ; aux cinquante anciens élèves se joignirent encore des étudiants de l'académie militaire-pédagogique.

Ces cent jeunes gens accomplissent maintenant un travail important ; ils accueillent les nouveaux,

ils aident le Conseil d'Etudes à les former en groupes selon leur préparation et leurs connaissances, ils dirigent les travaux des groupes.

Les résultats de ce procédé sont excellents. Les nouveaux élèves nouent dès l'abord des relations de camaraderie avec les anciens élèves bien au courant de la vie de l'école ; ils ne sont pas obligés d'écouter une dizaine de professeurs dont les efforts ne pourraient que faire naître dans leurs cervelles un véritable chaos ; tout l'enseignement qu'ils reçoivent est approfondi et assimilé dans les groupes ; et, enfin, les étudiants demeurés à l'école en qualité d'instructeurs acquièrent une vaste expérience qui en fera des professeurs, des agitateurs et des propagandistes de valeur (eux-mêmes se qualifiant *lecteurs* ou *professeurs*).

L'expérience de 1919 nous a en outre amenés à conclure que l'étude la plus sérieuse doit être coupée par des repos et des travaux esthétiques.

Les soirées artistiques — musique, chant, art dramatique — doivent être plus nombreuses et leur programme doit être plus large.

C'est pourquoi la section de Culture intellectuelle a été élargie et renforcée. Outre le concours normal des meilleurs artistes, chanteurs, musiciens, etc., des groupes d'études musicales, dramatiques, littéraires sont en formation.

Les étudiants vont éditer un journal où paraîtront leurs travaux les meilleurs, conférences, articles, vers. Ce journal permettra à ceux qui étudient le journalisme et la presse de faire un apprentissage pratique.

Enfin, le programme même des études a dû être modifié.

Les cours les plus importants par leurs sujets, tels que ceux de socialisme scientifique, d'histoire, d'économie populaire, permirent vite de remarquer qu'un certain nombre d'étudiants n'avait qu'une préparation dérisoire qui obligeait les maîtres à leur fournir, après chaque leçon, les éléments de géographie, de mathématiques, de chimie et, d'une façon générale, des sciences naturelles et historiques.

Il fallut créer à leur intention des cours abrégés d'initiation aux sciences naturelles et historiques : 1° initiation à la physique, à la chimie, à la biologie, à la géologie, à l'astronomie et 2° répétition abrégée (cours libres) de mathématiques (arithmétique, algèbre, géométrie), de langue russe et de littérature.

Les cours abrégés de langue russe et de mathématiques se bornent souvent en fait à l'enseignement des premiers éléments : lire, écrire et compter.

La création d'un cours de sciences naturelles fut un fait capital. Chacun le comprenait, mais il avait paru, au premier abord, suffisant de ne donner aux élèves que l'enseignement élémentaire des sciences sociales en laissant à leur initiative d'entreprendre d'autres études.

D'ailleurs la brièveté des études ne permettait pas un tel luxe de cours.

C'est ce qui nous détermina — cinquième conclusion — à porter la durée des cours de trois à six mois. Il fallut aussitôt modifier en conséquence le programme des études. Il devint plus ferme et plus rationnel.

Si l'on considère celui du semestre courant on est frappé par l'esprit de suite et par la logique qui y règnent.

Les premiers cours sont ceux des sciences naturelles et du camarade Lunatcharsky.

Ce dernier enseigne, de façon remarquable, l'histoire de la culture ; ses leçons sont accompa-

gnées de démonstrations pratiques musicales, dramatiques, etc. La parole éloquente de l'orateur est illustrée par des projections lumineuses, par la déclamation des meilleures œuvres littéraires, par la musique, par des danses. Ceci grâce au concours d'artistes choisis.

L'initiation à la physique et à la chimie est professée simultanément avec le cours d'histoire de la culture ; un cours de géographie physique a lieu ensuite, puis un cours de biologie dans lequel une place spéciale est faite à la théorie de l'évolution.

Le cours d'économie politique, c'est-à-dire d'exposé et d'histoire des systèmes économiques et d'économie populaire s'ouvre dès la première semaine.

Le cours d'histoire générale et d'histoire de Russie fait aussi partie de la série des cours préparatoires.

Le cours dit de « Lutte de classes et de partis en Europe Occidentale » (histoire de la révolution) commence dans la quatrième semaine des études ; la semaine suivante s'ouvre le même cours concernant la Russie.

Un cours de statistique commence dès la cinquième semaine et ce n'est qu'à la septième, alors que les éléments des sciences naturelles, de l'histoire et de l'économie politique ont été enseignés que s'ouvre le cours de socialisme scientifique.

Ayant reçu une bonne préparation sur le marxisme et l'histoire du marxisme les élèves achèvent leurs études en abordant (7^e semaine) l'histoire du mouvement paysan et (8^e semaine) celle du Parti Communiste dont ils n'étudieront le programme qu'à partir de la dixième semaine.

Un exposé abrégé des programmes des autres partis commence à la dix-septième semaine.

L'esprit de suite qui préside à l'organisation de ces cours, lus par les meilleurs théoriciens du Communisme en Russie — Lénine, Boukharine, Pokrovsky, Lunatcharsky, Rizanov, Zinoviev — permet de faire connaître et comprendre rapidement des sujets tels que l'histoire du parti et son programme.

Les cours essentiels, sont aussi basés sur les travaux des groupes ordinaires et spéciaux auxquels sont réservées 120 heures ; 184 heures sont réservées d'autre part aux groupes, pour la répétition de chaque cours.

Dès la onzième semaine les deux facultés (du Parti et des institutions soviétistes) se divisent ; jusqu'à ce moment les étudiants suivent tous le même cours théorique. Ils ont alors à choisir la section d'études de tel commissariat ou de telle branche d'activité du parti.

Le travail de ces sections est purement pratique, comme nous l'avons déjà vu par l'exemple de la section d'agitation. La faculté des institutions soviétistes se subdivise en autant de sections qu'il y a de commissariats. Celle du Parti se subdivise comme suit : section d'organisation, — d'agitation, de travail dans les campagnes, — de travail parmi les ouvrières, — de travail parmi la jeunesse, — de travail à l'armée rouge et de la presse.

Faisons remarquer ici que l'ensemble des étudiants se divise dès le début en deux catégories, par aptitudes et connaissances ; les uns suivant les cours fondamentaux et les autres les cours préparatoires.

Avant de conclure il nous paraît nécessaire de nous arrêter encore sur deux faits : 1° l'utilisation des étudiants par l'école et 2° les ressources matérielles de l'école.

En dix-huit mois environ d'existence l'école a instruit près de 5.000 élèves dont plus de 4.000 ont été ensuite envoyés au front.

Nul n'ignore l'importance de ce résultat pour l'armée rouge ; c'est leur vaillance et leur dévouement à la cause de la révolution — dévouement inculqué et cultivé par notre enseignement — qui ont permis à nos militants de conduire les troupes rouges et souvent de leur ouvrir par le sacrifice, le chemin de la victoire.

Partout — sous les murs de Pétrograd rouge, dans les plaines de la Sibérie et de l'Ukraine, sur le Don, au front Occidental — l'enthousiasme des communistes, parmi lesquels se plaçaient nos étudiants, fut le ciment de l'armée rouge, qui déjà lui a fait une légende d'invincibilité et d'héroïsme.

Le camarade Trotsky, et nombre d'autres témoins, constatent unanimement que la victoire de Pétrograd sur l'armée Youdénitch fut obtenue par l'héroïsme des aspirants et des étudiants des écoles au nombre desquelles figure la nôtre.

Ceux de nos élèves qui ne furent pas envoyés au front de guerre reçurent des postes de confiance à l'intérieur. Il n'y a peut-être pas de ville importante en Russie où l'on ne rencontre dans les institutions soviétistes ou dans le parti quelque élève de notre école. Les nombreuses lettres des anciens étudiants à leurs maîtres prouvent quels liens se nouent à l'école et quelle conscience de leur responsabilité nourrissent nos étudiants.

Tous ne sont pas, il est vrai, suffisamment préparés ; tous ne sont pas aptes à remplir des emplois comportant des responsabilités, mais on ne peut contester qu'ils apportent tous dans la masse ignorante, ouvrière et paysanne, une nette conscience de la grandeur de notre cause, un grand dévouement au communisme, de l'héroïsme, de l'abnégation, de l'honnêteté et, ce qui est capital, l'esprit de la discipline prolétarienne.

Sous ce rapport l'influence d'une école, même précaire et insuffisante, est inappréciable. Et le huitième Congrès du Parti, en décidant de sa création, a fait œuvre utile.

La situation matérielle, extrêmement difficile, de l'école est d'autant plus affligeante.

Nous ne faisons pas allusion aux crédits alloués à l'école. A cet égard notre situation est bonne, le Comité Exécutif Central nous subsidie. Mais nous ne pouvons passer sous silence l'existence affamée de nos élèves, le manque de linge, de chaussures, de vêtements dont ils souffrent, le manque de livres, les logements insalubres, le défaut de moyens de communication et, parfois, le manque de professeurs.

Ces aspects de la vie de l'Université sont tels que l'on s'étonne, en y songeant, du courage des étudiants qui réussissent à tenir pendant trois ou quatre mois avec une alimentation réduite à 400 grammes de pain par jour.

Beaucoup ne pouvaient tenir à ce régime de famine et quittaient l'école : les plus fermes, les plus stoïques, les plus dévoués au communisme restaient seuls.

V

Administration de l'Université

Les instructions du Comité Central Exécutif panrusse des Soviets instituent pour l'administration de l'Université un Conseil d'Etudes composé d'un membre du Bureau du C. C. E., d'un représentant du Comité Central du Parti, de deux professeurs élus par l'ensemble du corps professoral,

d'un économiste, d'un représentant du Commissariat de l'Instruction populaire et des délégués élus par les étudiants. Le nombre de ces derniers devrait être limité à deux, mais dans la pratique, le Conseil d'Etudes en admet de cinq à dix (deux du Comité des Cours des étudiants, un de leur Commission administrative, un du groupe communiste et un délégué de chaque organisation spéciale).

Assistent aux réunions du Conseil d'Etudes et participent à ses décisions les directeurs des diverses sections de l'école, c'est-à-dire ceux des sections d'étude du Parti ou des diverses institutions Soviétistes, ceux des groupes, etc.

Le Conseil des Etudes élabore avec le concours de professeurs les programmes d'études, discute leur caractère et leur orientation, les candidatures des nouveaux professeurs et des instructeurs, examine les demandes et les propositions des étudiants et des professeurs, dirige en un mot toute la vie de l'université, entend les rapports de l'économiste.

Le directeur de l'Université lui est subordonné ; il est chargé de l'administration et de l'application des mesures édictées par le soviét en matière d'enseignement.

L'Assemblée générale des étudiants élit un Comité des cours qui assume la direction de ceux-ci.

Il élabore le règlement intérieur et fixe la répartition du temps des étudiants ; il crée une série de commissions, économique, administrative, etc., qui, d'accord avec le Conseil des Etudes, le Directeur de l'Université et l'Economiste, président à tous les aspects de l'activité de l'école.

Les étudiants se sentent de la sorte chez eux, à l'Université ; ils ont l'impression de vivre et de travailler en camaraderie, ne formant qu'une famille unie avec des aînés plus expérimentés.

Parmi les membres les plus utiles de cette famille citons les sous-directeurs dont le concours dévoué a été précieux.

Comment expliquer maintenant la facilité avec laquelle l'Université Communiste a atteint son double but : grouper un auditoire prolétarien et encourager l'initiative des étudiants ?

Une chose l'explique : l'esprit communiste qui préside à tous nos travaux. Organisée par le Parti Communiste l'Université n'a pas voulu être « prolétarienne », de quelque façon spéciale et nouvelle, en s'inspirant d'une « culture » spécialement prolétarienne ; elle s'est donnée pour but d'être simplement *ouvrière et paysanne*, de se pénétrer de l'esprit des masses, de s'éclairer à la lumière de l'enseignement communiste.

C'est là le secret de son succès et le gage de son développement ultérieur.

L'expérience de dix-huit mois d'activité montre d'une façon évidente comment doit s'orienter le développement ultérieur de l'Université : 1° Les cours doivent être approfondis et prolongés jusqu'à 1 an ; 2° parallèlement aux cours continus une série de cours abrégés doit être organisée (par ex., pour les Cosaques, les Kalmouks, les Bashkirs, les Tartares) ; 3° les leçons doivent être réduites au minimum et remplacées par des discussions, des causeries, des entretiens, des travaux pratiques, des groupes spéciaux ; 4° les maîtres doivent se borner à n'être que des guides intellectuels ; 5° l'initiative et l'autonomie des élèves doivent être sans cesse encouragées ; 6° leur situation matérielle doit être améliorée.

Les étudiants et surtout ceux qui sont restés attachés à l'Université ont d'ailleurs fait preuve d'initiative dans une très large mesure.

Les enquêtes effectuées parmi les étudiants, leur

étude, le vivant contact avec les nouveaux arrivants, de continuel effort permettent seuls l'entretien d'une école telle que l'Université Communiste dans des conditions terriblement défavorables.

Qu'il nous suffise de rappeler que les étudiants ont participé à tous les samedis communistes — de travail volontaire — et qu'ils ont, en travaillant pendant tout l'hiver dans les bois des environs de la ville, réussi à procurer à l'établissement le minimum de chauffage qui a permis son activité. Les

étudiants de chaque session sont allés couper le bois pour leurs successeurs.

Si nous ajoutons à tous ces faits qu'en dehors de quelques malentendus insignifiants il n'y a jamais eu (et nous espérons bien qu'il n'y en aura jamais) de conflits ni entre étudiants, ni entre maîtres et élèves, le caractère essentiel de l'Université J. M. Sverdlov, organisation communiste et révolutionnaire, ressortira avec une netteté définitive.

V. NEVSKY.

L'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE ZINOVIEV, A PETROGRAD

Ce n'est pas une université aux nombreuses facultés, aux riches laboratoires, aux auxiliaires précieux où enseignent de vieux professeurs. Les étudiants n'y demeurent pas des années.

C'est une école de courte période d'instruction, où paysans et ouvriers reçoivent les connaissances indispensables de législation et d'édification soviétistes.

Notre université naquit en 1917 en pleine révolution d'octobre.

Ceux qui prirent part à la grande révolution d'octobre savaient qu'il est bien dangereux de limiter la révolution à une seule ville ou à un seul rayon, et qu'il était indispensable de l'étendre au pays tout entier.

Tout le pays devait être exactement informé sur les événements de Péetrograd et de Moscou. Partout le pouvoir des Soviets devait être établi.

Et ce résultat ne pouvait être obtenu autrement que par un travail vivant, créateur. Il fallait des hommes, on devait donc les préparer.

On se mit résolument à l'œuvre. On commença avant même que les combats des rues ne fussent terminés. Des ouvriers désireux de partir pour la province, affluèrent à Smolny, des fabriques et des usines, pour y entendre deux ou trois conférences et pour se disperser ensuite dans tous les coins de la Russie pour y mener une action nouvelle, jusqu'alors inconnue ; tout le travail fut concentré entre les mains des sections d'agitation du Comité du Parti Communiste de Péetrograd et entre celles du Comité Central Exécutif Panrusse. Le premier groupe de ce genre compta 300 ouvriers.

Le programme de notre Université dans sa forme primitive était tout ce qu'il y a de plus simple et se bornait aux sujets suivants : 1° La révolution d'octobre et la dictature ouvrière et paysanne ; 2° la question agraire en Russie — le décret sur les terres ; 3° le décret sur la paix.

Ce cours se terminait habituellement par un discours d'adieu du camarade Lénine ou du camarade Zinoviev.

Vers la fin du mois d'octobre et dans le courant du mois de novembre, on instruisit par ce rapide procédé plus de mille camarades. Ils se répandirent par toute la Russie et n'ont cessé dès lors de mener une action féconde d'instruction et d'organisation.

Le degré suivant de l'Université Paysanne et Ouvrière comporte un cours de plus longue durée, organisée auprès de la même section d'agitation : celui de l'école d'agitateurs. Les cours se prolongeaient de 2 à 3 semaines et l'enseignement était donné par des maîtres de conférences permanents, pris parmi les camarades du parti. L'école eut pour élèves des ouvriers de Péetrograd venus de tous les coins de la ville et désireux de partir pour la province.

Voici le programme des cours :

1° Un bref exposé du développement de la

société humaine jusqu'au capitalisme et au communisme.

2° Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie et en Occident.

3° Histoire des partis. Leurs programmes.

4° Qu'est-ce que la République des Soviets ? Les Soviets de 1905 et ceux de 1917 avant la révolution d'octobre. Les Soviets et leur importance après la révolution d'octobre. Les Soviets comme organisation du pouvoir du prolétariat et des paysans pauvres. Le système électoral des Soviets et l'organisation du pouvoir soviétiste en province.

5° Les problèmes économiques de la Russie des Soviets. La nationalisation de l'industrie et du commerce, la nationalisation des banques, et le contrôle ouvrier.

6° L'armée Rouge, sa tâche. Ce qui la distingue des armées bourgeoises.

7° La question agraire. Notre politique agraire. Organisation des communes agricoles.

8° L'Eglise et l'Etat. Séparation de l'Eglise et de l'Etat ; séparation de l'Ecole et de l'Eglise.

9° Qu'est-ce que l'Internationale ?

10° La situation présente.

Ce programme était étudié en deux ou trois semaines. Les élèves passaient ensuite un examen et étaient envoyés en province ou restaient à la disposition de la Section provinciale créée dès le 12 juillet 1918 auprès du Comité Exécutif de l'Union des Communes du Nord.

Au cours de la première moitié de l'année 1918, on prépara de la sorte cinq groupes de 50 personnes chacun.

Plus tard la question se posa de la nécessité d'une action nouvelle pour la province. Il était impossible d'y envoyer indéfiniment des ouvriers. Il fallait, avec des éléments pris parmi le prolétariat agricole, former des cadres de militants soviétistes.

On confia à la Section provinciale l'organisation d'une Ecole d'Instructeurs dont les cours devaient être de plus longue durée.

Cette école commença à fonctionner le 15 septembre 1918.

Les élèves étaient délégués par les comités exécutifs des districts et des provinces et par les organisations du Parti. Pendant trois mois, les élèves habitaient Smolny, où ils étaient logés, vêtus et nourris. En outre, ils recevaient quelque peu d'argent pour leurs besoins personnels. Cette allocation d'ailleurs était augmentée au fur et à mesure du renchérissement du coût de la vie. De 100 roubles par mois, qu'elle était au début, elle s'est élevée à 2.000 roubles et sera bientôt portée à 3.000 roubles. Les études terminées, tous les élèves reviennent obligatoirement au lieu d'où ils ont été délégués.

Les études du premier contingent commencèrent le 27 novembre 1918.

Les étudiants nous furent envoyés par les provinces suivantes :

Vologda	30 personnes.
Novgorod	32 »
Olonetz	12 »
Pétrograd	64 »
Dvinsk	40 »
Pskow	49 »
Tchérepovetz	23 »
Tambow	17 »

Total..... 327 personnes.

De ce nombre il faut défalquer un certain nombre de personnes qui renoncèrent à poursuivre leurs études :

Par suite des conditions matérielles insuffisantes	15 personnes.
Pour cause de maladies.....	11 »

Reste..... 301 personnes.

Externes	168 »
----------------	-------

Total..... 469 personnes.

Tous paysans de cantons éloignés, dont l'âge variait de 18 à 40 ans. Les élèves de 18 à 25 prévalaient dans ce premier contingent.

A titre exceptionnel des vieillards furent admis. Un vieillard de 60 ans fit même ses études avec beaucoup de succès.

Les auditeurs du premier contingent résolurent à une de leurs réunions générales de nommer l'école : Première Université Ouvrière et Paysanne Zinoviev. L'école ouvrant aux élèves les portes de la vie politique, il fallait donc souligner en la nommant son importance considérable pour les ouvriers et les paysans.

C'est ainsi que la Première Université Ouvrière et Paysanne de Pétrograd Zinoviev reçut son appellation.

Les études de ce contingent furent organisées selon un plan plus large.

Elles se divisèrent en deux parties : l'agriculture, culture générale et politique.

Pendant les trois mois de cours, les conférences suivantes eurent lieu :

1° sur l'agriculture	16 conférences.
(avec projections lumineuses).	
2° Botanique	2 »
3° Sciences naturelles.....	1 »
4° Hygiène	1 »
5° Histoire de la Révolution française	10 »
6° Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie	3 »
7° République des Soviets	2 »
8° Edification soviétiste :	
a) Organisation de la production ;	
b) Nationalisation de l'industrie et des banques	8 »
9° Question agraire	2 »
10° Armée rouge	2 »
11° L'Église et l'État	2 »
12° L'impérialisme et la guerre..	2 »
13° Le Communisme	5 »
14° Le ravitaillement et le pouvoir soviétiste	1 »
15° Mouvement féministe	2 »

Il faut encore y ajouter de brefs aperçus sur l'organisation et l'activité de tous les commissariats.

Outre les cours fondamentaux, on organisa des excursions : 1° à l'Institut forestier ; 2° aux Papeeteries gouvernementales ; 3° à la forteresse de Pierre-et-Paul ; 4° à la fabrique des chaussures « Skorokhod » ; 5° à la station électrique ; 6° à l'usine à gaz ; 7° au jardin zoologique ; 8° au jardin botanique ; 9° au musée d'agriculture ; 10° dans les principaux édifices de Pétrograd pré-

sentant un intérêt au point de vue architectural : la cathédrale Saint-Isaac, la cathédrale de Kazan, l'Ermitage, etc.

Au cours de leurs études à l'Université, les élèves assistèrent à toutes les séances du Soviet de Pétrograd, ainsi qu'aux congrès qui eurent lieu pendant cette période, et à diverses solennités (inauguration des monuments, etc.) ; ils participèrent à la fête de l'Anniversaire de la Révolution d'Octobre sous leurs propres drapeaux.

Les jours fériés, ils visitaient les musées, les meilleurs théâtres.

La première promotion de l'Université eut lieu le 29 novembre. Une séance solennelle du Soviet de Pétrograd fut organisée à cette occasion et, dès le 30 novembre, les élèves commençaient à regagner leur province.

Ceux qui finirent leurs études à l'Université furent pourvus d'un petite bibliothèque composée de cinquante ouvrages d'écrivains socialistes connus.

Comme il appert de l'exposé du plan et du programme, les études à l'Université n'avaient pas encore un caractère strictement systématique.

Ce fait s'explique surtout par l'absence d'un cadre permanent de conférenciers. Pour toute question politique, on était obligé de recourir à des camarades extrêmement occupés par leur travail quotidien.

Aussitôt après la première promotion, les travaux préparatoires commencèrent pour le cours suivant.

L'Université fut transférée au palais d'Ouritzky. Le plan d'études fut modifié et le programme élargi.

L'école préparatoire des Miliciens fut réunie à l'Université ouvrière et paysanne.

On dressa le plan suivant : l'Université pourra recevoir de 600 à 1.000 personnes ; la durée des cours serait de trois mois. L'Université devait comprendre les sections suivantes : 1° section d'agriculture ; 2° section de la milice (de la ville, des chemins de fer, milice fluviale) ; 3° section de la sûreté publique ; 4° section d'administration soviétiste.

Les auditeurs devaient suivre le programme général obligatoire — programme quelque peu élargi, comme on l'a vu ci-dessus ; puis, ils passaient aux cours spéciaux organisés pour chaque section.

La deuxième période d'études commença le 1^{er} janvier 1919 et se termina le 1^{er} mai de la même année.

Les élèves avaient été envoyés des provinces suivantes :

Pétrograd	254 personnes
Tchérepovetz	131 »
Vologda	118 »
Dvinsk	110 »
Novgorod	89 »
Olonetz	43 »

Au total : 745 personnes

Par suite de maladies, d'inaptitude ou par suite des mauvaises conditions matérielles, 36 personnes ne purent suivre les cours. En tout, 709 suivirent les cours, dont 187 femmes.

Pour plus de commodité, les élèves furent divisés en groupe de 100 personnes ayant chacun à sa tête un « chef de groupe » chargé de veiller au bon ordre.

A partir de cette époque, les salles de l'ancien palais de Tauride (aujourd'hui palais Ouritzky) furent transformées en internat pour l'Université ouvrière paysanne.

Vue la gravité de la situation militaire, tous les auditeurs reçurent une instruction militaire.

La deuxième période des études se termina en été, à une époque où il est bien difficile de réunir des élèves dans les districts et dans les communes ; elle coïncida également avec les grandes mobilisations pour le front Ouest où la plus grande partie des jeunes forces fut dirigée.

Il en résulta une interruption des travaux.

Cependant, l'Université ne suspendit pas ses cours. La mobilisation avait pris à Pétrograd, pour le front Ouest, une grande quantité de mobilisables. L'afflux de forces nouvelles pour la milice diminua visiblement. C'est ce qui fit poser la question de la formation d'une milice composée de femmes.

En juin 1919, des cours abrégés furent créés spécialement pour la nouvelle milice féminine. Des groupes de 100 à 200 personnes y furent instruits en un mois.

Le programme des études comporte :

- 1° Exercices militaires, tir, gymnastique.
- 2° Exposé sommaire de l'histoire de notre révolution.
- 3° République des Soviets.
- 4° Constitution de la République des Soviets
- 5° Théorie de la sûreté publique (instruction du milicien).
- 6° Notions sur les principaux décrets.
- 7° Secours aux noyés, asphyxiés et blessés avant l'arrivée du médecin.
- 8° Topographie de la ville.

Plus de 900 miliciennes suivirent ce cours durant l'été et ensuite pendant l'hiver.

On se proposait de commencer la troisième période d'études vers le milieu du mois d'octobre.

L'offensive de Youdénitch contre Pétrograd empêcha l'arrivée des auditeurs de la province. Ce n'est que vers le 24 novembre que nous eûmes 640 personnes : pendant les quatre premiers mois, 90 quittèrent l'Université pour des causes diverses.

Les 550 personnes qui restèrent se répartissaient par province de la façon suivante :

Pétrograd	437 personnes
Pskov	17 »
Olonetz	13 »
Tchérepovetz	30 »
Novgorod	18 »
Vologda	45 »

Au total..... 550 personnes

Les causes susmentionnées, déterminent ici la grande prépondérance d'auditeurs de Pétrograd. Le cours est de 6 mois. Le nombre des sections a été augmenté.

Outre un cours d'instruction générale, l'Université possède désormais les sections spéciales suivantes :

- 1° Milice soviétiste.
- 2° Sûreté publique.
- 3° Agriculture.
- 4° Administration soviétiste.
- 5° Entretien public de la ville.
- 6° Action du Parti et la presse soviétiste du Parti.

De plus, depuis le début des études, un groupe a été formé où l'on instruit les illettrés.

Section d'Instruction générale

(Cours obligatoire)

Programme et ordre des cours

Histoire de la littérature russe....	12 conférences
Histoire de la religion et de l'Egli-	

se en Russie	4	»
Histoire des mouvements sociaux dans l'Europe Occidentale.....	20	»
Histoire de la Révolution française..	15	»
Histoire de la culture matérielle..	26	»
Législation sociale	25	»
Sciences naturelles	26	»
Biologie	18	»
Chimie et physique	10	»
Histoire de l'art et du théâtre.....	14	»

Outre cela, le camarade Rochtchine fit des conférences sur l'histoire et sur la psychologie de l'esclavage ; le camarade Nevsky, sur la question agraire ; le camarade Milioutine, sur la politique industrielle ; le camarade Radek, sur le mouvement politique en Allemagne, et M. Gorky, sur la culture intellectuelle.

Section de la Sûreté publique

(60 auditeurs)

Technique de la Sûreté.....	24 conférences.	
» scientifique de la recherche criminelle.....	24	»
Droit pénal (jusqu'au 1 ^{er} février)..	22	»
Droit pénal (à partir du 1 ^{er} février)	13	»
Médecine judiciaire.....	10	»
Emploi des chiens policiers dans le service de la Sûreté.....	10	»
Gymnastique et moyens de défense	40	»
Topographie de Pétrograd.....	5	»

Les auditeurs de cette section se rendent chaque jour à tour de rôle à la Section de la Sûreté de Pétrograd pour y recevoir un enseignement pratique, et travaillent dans le bureau d'enregistrement à côté des agents de la sûreté pour découvrir et prévenir les crimes.

Section d'Agriculture

(163 auditeurs)

Questions agraires et agronomie..	20 conférences.	
Jardins potagers	32	»
Race bovine, fermes-laiteries, élevage des moutons ou de la race bovine	20	»
Élevage des chèvres.....	4	»
Culture des champs.....	15	»
Drainage des marais	14	»
Maladies des plantes et leurs parasites	6	»
Pêche	4	»
Constructions incombustibles.....	10	»
Agriculture générale	16	»
Paturages ..	37	»
Machines et instruments agricoles	12	»
Anatomie et physiologie des animaux domestiques.....	12	»
Organisation de l'exploitation des fermes	20	»
Médecine vétérinaire.....	2	»
Appareils frigorifiques.....	2	»
Élevage des chevaux.....	2	»

Les cours de la section d'agriculture se terminèrent le 1^{er} avril. Le 15 avril, les auditeurs commencèrent les travaux agricoles pratiques à l'île Krestovsky sous la direction de leurs professeurs. Pendant leur séjour à l'Université, ils visitèrent en détail, sous la direction d'un spécialiste, le Musée d'Agriculture, le Jardin Botanique et les serres du palais de Tauride.

Section de l'Administration Soviétiste.

La Russie des Soviets	6 conférences.	
Commissariat des Finances	20	»
» de la Santé publique	8	»

» de l'Instruction publique	6	»
Commissariat de l'Assistance Sociale	4	»
Coopération	3	»
Mouvement syndical	1	»
Commissariat du Ravitaillement ..	2	»
Conseil Supérieur de l'Economie Nationale	2	»
Prisons	2	»
Section de l'Administration du Soviet de Petrograd.....	4	»
Tribunaux populaires	4	»
Commissariats de la Justice	2	»
Inspection ouvrière	2	»

Selon leur propre désir, les auditeurs de la Section d'Administration Soviétiste sont divisés par groupes. Ces groupes se spécialisent en suivant des cours pratiques dans les divers commissariats.

Section d'administration urbaine.

Entretien public général	17 conférences.
L'art et la vie d'intérieur	5
Canalisation et alimentation en eaux	4
Désinfection	4
Problèmes principaux de l'organisation économique du travail.	3
Avenir économique de Péetrograd.	4
Composition de la population de Péetrograd d'après les professions	1

Remarque : Les cours de cette section ont lieu au Musée de la ville.

Section d'Action du Parti.

L'Internationale	3 conférences.
Histoire du Parti Communiste Russe	5
Constitution	5
Journaux politiques	2
Construction du parti	5
Programme du parti communiste russe	5
Action politique illégale	2

Section de la Milice Soviétiste.

Cette section fonctionne depuis le mois de juin 1919. 982 personnes (799 femmes et 183 hommes) y ont fait leurs études.

Elle comprend les cours suivants :

- Constitution soviétiste.
- Théorie et pratique de la Sûreté.
- Droit Pénal.
- Secours aux noyés, aux blessés.
- Emploi des chiens policiers.

3 heures d'exercices militaires ont lieu chaque jour sous la direction d'un instructeur ; on étudie également le service du quartier. Les études terminées les auditeurs de la Section sont équipés et entrent en fonctions.

Excursions

Les excursions ont lieu sous la direction d'instructeurs de la Commission des Excursions du Commissariat de l'Instruction Publique.

Théâtres

Les auditeurs vont au théâtre les jours où l'on donne des spectacles pour le Soviet des Syndicats : notamment au théâtre Académique (opéra et ballet), au théâtre Académique dramatique et au Grand théâtre dramatique.

Pour la culture générale, notre Université a pour conférenciers des professeurs des Universités de l'Etat ; pour l'Instruction politique et pour l'Instruction spéciale, des camarades du parti et des militants soviétistes. Les camarades Zinoviev, Radek, Nevsky, Boukharine, Riasanov et Maxime Gorky participent activement aux travaux de l'Uni-

versité. Il faut tenir pour très satisfaisants les résultats des deux premières promotions qui ont fourni 800 miliciens.

A de rares exceptions, toutes les personnes ayant fait leurs études à l'Université se distinguèrent en province par leur compréhension de la nouvelle organisation et surent parfaitement faire comprendre aux paysans les aspects les plus difficiles de l'actualité. Au cours des élections aux Soviets, ces camarades sont habituellement élus aux Comités Exécutifs.

Ces camarades se retrouvent en nombre toujours plus grand aux congrès de districts, aux congrès provinciaux, comme à ceux du parti.

En ce qui les concerne nous recevons de province les meilleures références.

Les miliciennes ont également justifié toutes les espérances qu'on mettait en elles. Elles assurent avec zèle le service d'ordre dans la ville. Plusieurs se sont distinguées en qualité de sous-chefs de la milice de quartier.

Elles ne le cèdent en rien aux hommes en bravoure et en fermeté, dans la lutte contre la perpétration des crimes.

Le cours de recherche criminelle a aussi une grande importance.

Nous avons eu recours à des formes nouvelles pour lutter contre les crimes. Les camps de travail, les colonies de travail où les hommes s'habituent au labeur régulier et reçoivent en même temps une instruction générale remplacent les anciennes prisons.

La lutte contre les crimes et les recherches qu'elle nécessite exigent une attention toute spéciale en rapport avec les nouvelles conditions de la vie.

On arrive au but par une préparation spéciale des ouvriers et des paysans eux-mêmes à la lutte rationnelle contre la criminalité. Le détective professionnel, dont les côtés négatifs sont bien connus, est donc appelé à disparaître.

Ainsi nous avons réussi à créer un type déterminé d'école d'instructeurs qui peut donner 2.000 collaborateurs par an. Remarquons que l'Université ne confère aucun privilège. Elle n'a pour tâche que la préparation. Pour occuper tel ou tel poste, les camarades ayant fait leurs études à l'Université doivent prouver leur activité dans le domaine de l'agitation et de la propagande. Ils doivent être élus dans l'une ou l'autre institution.

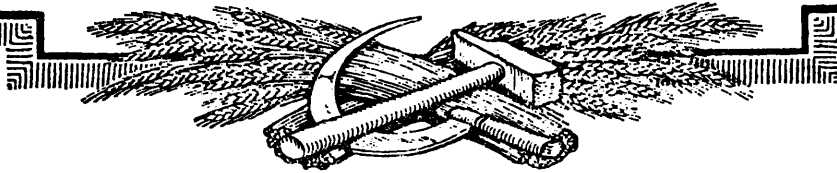
A côté de l'Université J. M. Sverdlov à Moscou, dont parle le camarade Nevsky, notre Université présente une école tout à fait nouvelle et très typique pour notre époque. Ce type d'école n'entre pas dans les cadres des institutions scolaires, destinées à l'enseignement systématique. C'est une école pour la préparation d'instructeurs, de militants pour la vie pratique. Ces écoles doivent, selon notre opinion, être du ressort du Commissariat de l'Intérieur qui devra les faire constamment évoluer en concordance avec l'esprit présidant à l'œuvre d'édification de l'Etat.

De pareilles écoles ont un vaste avenir. Notre appareil Soviétiste tendant, en effet, à entraîner les grandes masses ouvrières et paysannes à l'édification sociale et à la direction du pays. Il convient d'élaborer sans retard le plan de tout un réseau de semblables Universités Ouvrières et Paysannes, organisées sur le même modèle et fonctionnant selon un programme uniforme.

C'est en donnant partout à nos collaborateurs une préparation uniforme que nous arriverons le plus rapidement à ce que les Soviets travaillent dans la vaste Russie selon un plan unique, et que la province pourra promptement rattraper les grands centres.

S. RAVITCH.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Aux prolétaires de tous les pays!

Le 7 novembre est le troisième anniversaire de la Révolution prolétarienne russe. Trois longues années d'épisodes dramatiques, trois longues années de lutte âpre et de lourds sacrifices. Les gouvernements bourgeois d'Angleterre, de France, d'Amérique, du Japon, d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Tchéco-Slovaquie, de Turquie, de Roumanie, de Pologne, de Lettonie, d'Esthonie, d'Arménie, de Géorgie et d'autres pays encore ont fait pendant ces trois années une guerre sans répit au gouvernement du prolétariat russe. En effet, le gouvernement ouvrier de la première République des Soviets avait à lutter contre tout un monde d'ennemis. Il n'y a pas de brutalité, il n'y a pas d'oppression, il n'y a pas d'abjection que les gouvernements bourgeois du monde entier n'aient imputées à la Russie des Soviets.

Mais la Russie des Soviets est restée quand même debout. Les ouvriers et les paysans eurent tôt fait d'en finir avec toutes les insultes monstrueuses et se forgèrent une arme puissante, avec l'armée rouge qui lutta avec succès contre tous leurs ennemis. La famine et le froid, les peines et les tortures, voilà ce que le peuple russe et la classe ouvrière qui est à sa tête ont enduré. Les dents serrées, le prolétariat russe plein d'héroïsme s'est défendu comme un lion contre les brigands qui l'entouraient, et il a vaincu.

Ces derniers jours, la presse bourgeoise d'Europe et d'Amérique a recommencé sa campagne de mensonges et de calomnies contre la Russie des Soviets. La presse bourgeoise communique qu'il y aurait eu des révoltes dans la Russie des Soviets, que nous aurions subi sur le front d'effroyables défaites et autres nouvelles semblables. Tout cela n'est que mensonges. La Russie des Soviets se dresse plus solide et plus forte que jamais. La Russie des Soviets mène à bonne fin, mène à la victoire la lutte contre son dernier ennemi, contre le général tsariste Wrangel, à qui la bande impudente des capitalistes français et anglais donne son appui.

Les ouvriers russes ont décidé de fêter le troisième anniversaire de la Révolution prolétarienne en intensifiant la propagande en faveur de l'armée rouge et en renforçant encore parmi eux la discipline du travail. Et les ouvriers russes qui ont tant souffert et tant enduré se croient autorisés, le jour du troisième anniversaire de la Révolution russe, de vous rappeler votre devoir à vous, ouvriers du monde entier, et de vous demander aide et appui.

**

Camarades, lorsque tel ou tel gouvernement bourgeois attaquait la Russie des Soviets, les partis ouvriers ont jusqu'ici répondu en lançant comme mot d'ordre le maintien de neutralité; ils exigeaient de leurs gouvernements de rester neutres et de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie des Soviets. Aujourd'hui cela n'est plus suffisant. Le mot d'ordre de neutralité, de non-immixtion, doit faire place à un autre, celui d'inviter les ouvriers du monde entier à **APPUYER ACTIVEMENT**, par tous les moyens dont ils disposent, la Russie des Soviets. Il faut passer de la défensive à l'offensive.

Le 2^e Congrès mondial de la 3^e Internationale avait déjà fait appel aux ouvriers du monde entier pour empêcher **PAR TOUS LES MOYENS** que les munitions n'arrivent des pays bourgeois qui font la guerre à la Russie des Soviets. Il vous avait adressé un appel pour faire sauter les trains de munitions, pour mettre hors d'état de nuire les officiers bourgeois et arrêter par tous les moyens les ennemis de la Russie des Soviets. Le jour du troisième anniversaire de la Révolution prolétarienne, nous répétons cet appel.

La bourgeoisie française, toujours avide de sang, achète les bourreaux hongrois et les assassins roumains pour les lâcher contre la Russie des Soviets et les envoyer porter aide au bandit, au général tsariste Wrangel. Que les ouvriers de Roumanie, de Hongrie et de Tchéco-Slovaquie se tiennent sur leurs gardes

et qu'ils fassent leur devoir. Les ouvriers de France et d'Angleterre ne doivent pas oublier un seul instant quelle responsabilité pèse sur eux, lorsque leurs gouvernements bourgeois préparent une nouvelle attaque contre la Russie des Soviets.

••

Ouvriers du monde entier, rappelez-vous combien de mensonges et de calomnies ont été répandus pendant ces trois années contre la première et grande république socialiste. Et cependant, malgré cela, la force morale de la Russie des Soviets devenait plus grande de jour en jour, d'heure en heure. A la façon d'un énorme aimant la Russie des Soviets attire vers elle les cœurs de tous les ouvriers honnêtes. La Russie des Soviets voudrait réveiller et éclairer les peuples opprimés de l'Occident — ces parias parmi les parias — et elle a su d'une main se défendre contre ses ennemis cruels et de l'autre commencer à construire la vie nouvelle.

L'exemple de la Russie qui toute seule, dans une lutte inégale, sans l'aide des ouvriers des autres pays (surtout au commencement de la Révolution), a pu vaincre et porter au pouvoir les travailleurs ; cet exemple doit vous remplir tous d'enthousiasme et de foi. Les ouvriers des autres pays n'auront pas à livrer un combat aussi dur. La route est aplanie, la direction donnée.

Ouvriers et ouvrières, hommes qui travaillez ! Puisse le jour du troisième anniversaire de la Révolution prolétarienne russe ne passer inaperçu nulle part ! Puisse-t-il n'y avoir dans l'Europe entière, dans le monde entier, ni ville, ni village, ni usine, ni mine, ni caserne où le 7 novembre ne soit fêté d'une manière quelconque comme l'anniversaire de la Révo-

lution russe ! Organisez des réunions populaires, des démonstrations dans la rue et des cortèges ; expliquez aux arriérés la portée de la Grande Révolution prolétarienne. Serrez vos rangs ! Puisse, en ce jour, à travers le monde entier, retentir le cri : « Aidons de toutes nos forces les ouvriers et les paysans de la Russie des Soviets ! Luttons par tous les moyens contre l'approvisionnement en munitions des ennemis de la Russie ! » Qu'en ce jour tous les ouvriers du monde fassent le vœu de ne pas cesser la lutte avant le renversement du capitalisme et l'avènement universel du pouvoir des soviets !

Les traîtres et les centristes savent que les ouvriers du monde entier sont pleins d'enthousiasme pour le prolétariat russe et pour le gouvernement des Soviets, et c'est pourquoi ils disent qu'il faut défendre la Russie des Soviets ; mais ils ne font que le dire. D'une telle défense, nous n'avons pas besoin. La Russie des Soviets a besoin d'être aidée non par des paroles, mais par des actes. Les ouvriers révolutionnaires ont besoin de militants et non de diplomates et de roublards. Assez des paroles officielles douces-amères en faveur de la Révolution russe. Seuls ont droit de se mettre sous son drapeau ceux qui, dans leur propre pays, luttent à la vie et à la mort contre leur propre bourgeoisie, contre les socialistes traîtres et contre les oppresseurs.

Puissiez-vous, en ce jour du 7 novembre, inscrire sur vos drapeaux :

Vive le pouvoir mondial des Soviets ! Vive la dictature du prolétariat ! Vive la révolte des ouvriers ! Vive l'appui actif à la Russie soviétiste ! Pas un canon aux ennemis de la Russie soviétiste ! Vive l'Internationale communiste !

Octobre 1920.

G. ZINOVIEV.

Chronique Internationale

BELGIQUE

Le Congrès convoqué par la Fédération Communiste de Wallonie s'est tenu à Bruxelles les 31 octobre et 1^{er} novembre. Ce Congrès a fondé le Parti Communiste belge, section de la 3^e Internationale.

Une soixantaine de délégués représentaient les différents groupes du pays de Liège, du Hainaut et de Bruxelles, ainsi que les groupes flamands qui avaient été convoqués. L'accord n'ayant toutefois pas encore pu se réaliser au sein de la Fédération flamande, ni entre la Fédération flamande et la Fédération wallonne, la fusion des deux Fédérations n'a pas eu lieu. La Fédération wallonne devient le Parti Communiste belge auquel adhèrent immédiatement les Jeunesses communistes d'Anvers, qui ne sont pas affiliées à la Fédération flamande. La Fédération flamande reste donc, pour le moment, en dehors du P. C. B.

A l'ordre du jour figuraient : la discussion des thèses adoptées au 2^e Congrès de la 3^e Internationale, ainsi que la discussion des statuts du P. C. B. Seu-

les, les thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution, sur le parlementarisme et sur le syndicalisme furent étudiées en détail.

Dans l'étude du rôle du P. C. dans la révolution, la discussion se porta sur les paragraphes 13, 14 et 15 de la thèse ; elle appuya sur les dangers de la centralisation à outrance, mais en fit ressortir la nécessité. Finalement, la thèse du Congrès de Moscou fut adoptée à l'unanimité. La motion suivante, présentée par Bruxelles pour interpréter le texte de la thèse, a été renvoyée aux sections qui l'étudieront et se prononceront devant le Comité Exécutif :

Motion relative à la thèse sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne

La thèse sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne a soulevé des discussions variées et souvent obscures. Le problème de la centralisation politique inflexible exigée par cette thèse, principe de centralisation déterminé dans les paragraphes

13 et 14, a notamment fait éclater des polémiques nombreuses. Ces polémiques et ces interprétations divergentes obligeront toutes les sections de l'Internationale à préciser constamment leurs vues sur ce problème.

Nous adhérons pleinement au principe de centralisation tel qu'il a été énoncé dans la thèse. Seule sa mise en pratique pourra conduire le prolétariat, tant sur le terrain national que sur le terrain international, à la victoire sur ses nombreux ennemis.

Cependant, nous entendons marquer avec fermeté, selon l'esprit de la thèse, étant d'ailleurs persuadés de ne nous écarter en rien des directives de la 3^e Internationale, qui tout dernièrement encore furent éclairées par les déclarations du camarade Zinoviev au Congrès des socialistes indépendants d'Allemagne à Halle :

1^o Que les sections de la 3^e Internationale qui ont encore à conquérir leur influence morale et spirituelle, qui ont encore à faire rayonner sur la masse leur force magnétique, ne pourront les conquérir qu'en pleine lutte, dans la pratique quotidienne de la lutte révolutionnaire, par la correction de bien des fautes et de bien des méprises ; qu'à cette fin les organes centraux doivent être garantis par tous les moyens de contrôle de toute cristallisation bureaucratique et de toute attitude d'observation passive ;

2^o Que pour échapper à ces dangers prépondérants qui finissent par rompre tout lien entre les masses et les organes centraux, il importe de tenir compte, très strictement, des conditions historiques dans lesquelles les différentes sections doivent se développer ;

3^o Que c'est seulement en ne méconnaissant pas ces situations particulières, ces bases vivantes et ces données concrètes de la lutte de classe que l'Internationale communiste pourra maintenir son unité d'action. La 3^e Internationale tient compte de toutes les réalisations nationales pour les élever à la hauteur des nécessités internationales du communisme. Elle voit dans la solution de cas concrets le seul moyen de sauvegarder son unité d'action. C'est d'ailleurs par là qu'elle rompt fondamentalement avec les méthodes néfastes de la 2^e Internationale qui n'attacha que l'unité de principe tout en divisant le prolétariat par le développement d'aspirations purement nationalistes :

4^o Que nous croyons que, de cette manière, les organes centraux, moteurs impulsifs dans les rangs des partis, et entraînant ceux-ci au contact étroit avec les masses, pourront conquérir une influence morale et spirituelle vivante, exprimant la conscience prolétarienne et l'étendant sans cesse ;

5^o Que c'est ainsi que nous lisons les derniers mots de la thèse, qui mettent autant en garde contre le manque de principes que contre le sectarisme.

La discussion s'engage ensuite sur la thèse du parlementarisme. En son premier Congrès, la Fédération wallonne avait adopté une thèse marxiste antiparlementaire, et son délégué au Congrès de Moscou avait signé la thèse antiparlementaire présentée par l'Italien Bordiga contre celle du Comité Exécutif. Plusieurs camarades défendirent la thèse adoptée par la grande majorité des Partis Communistes de l'Internationale. Ils furent combattus par ceux qui, écartant l'argumentation des anarchistes et des syndicalistes, firent ressortir qu'à l'époque actuelle le Parlement ne peut même plus jouer le rôle de tribune révolutionnaire. Deux groupes adoptèrent sans réserves la thèse sur le parlementarisme. La majorité antiparlementaire se déclara prête à se soumettre entièrement à la discipline internationale et décida d'envoyer au Comité Exécutif de la 3^e Internationale un memorandum approfondi sur cette ques-

tion, pour l'éclairer sur la situation particulière de la Belgique.

Ce fut surtout la question syndicale qui provoqua de la part des délégués un vif échange de vues. C'est l'action syndicale qui met en contact direct avec la masse le militant communiste actif. Mais l'action des communistes sur ce terrain est pleine de difficultés et d'embûches. Seule, une étude sérieuse et calme des conditions de la lutte permettra d'obtenir les résultats nécessaires. La thèse fournit l'occasion aux militants ouvriers des bassins industriels d'étudier ensemble ce qui les touche de si près. Finalement, la thèse fut adoptée à l'unanimité ainsi qu'une motion sur le travail pratique à l'intérieur des syndicats.

Vinrent ensuite les statuts, que le manque de temps ne permit pas de discuter longuement. Après lecture, il fut décidé de les faire discuter dans chaque groupe local, le Comité Exécutif étant chargé de fixer la rédaction définitive des statuts.

Le Congrès du Parti Communiste belge ne voulut pas se séparer sans envoyer un signe de sympathie aux mineurs de Charleroi, pour l'action qu'ils viennent d'entamer. Sur la proposition des délégués de Charleroi, le Congrès a envoyé au grévistes le message suivant :

Le Congrès du Parti Communiste Belge, réuni à Bruxelles le 1^{er} novembre 1920, envoie aux mineurs, qui déclenchent la grève pour améliorer leurs conditions de vie, sa plus chaleureuse sympathie et souhaite que leur lutte, qui ne peut et ne doit être qu'une minime partie de leur lutte d'émancipation définitive, puisse aboutir. Nous espérons que vous, qui subissez comme nous tous, dans cet ordre capitaliste d'exploitation, une effroyable situation matérielle, ne vous laisserez pas diviser par des arbitres ministériels ou autres, mais que vous imposerez toutes vos conditions à vos exploitateurs.

Vous avez la force, employez-la fermement et bien.

Vive la solidarité de classe de tous les travailleurs du monde.

LE PARTI COMMUNISTE BELGE.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	14 "	16 "
12 mois	28 "	32 "

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre, Paris.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)

Le Gérant : R. APERCE